



Troisième trimestre de 2019

Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2019

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net
3,3 milliards de dollars
Croissance diversifiée du résultat

Bénéfice dilué par action
2,22 \$
Solide croissance de 6 % d'un exercice à l'autre

RCP⁽¹⁾
16,7 %
Déploiement équilibré des capitaux

Ratio CET1
11,9 %
Excellent ratio de fonds propres

TORONTO, le 21 août 2019 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 263 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, en hausse de 154 millions ou 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et une solide croissance du bénéfice dilué par action de 6 %. Ces résultats reflètent la forte croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie sur fond de conditions de marché difficiles.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net est en hausse de 33 millions de dollars grâce à l'augmentation du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, contrebalancée en grande partie par la baisse du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 8 points de base (p.b.) par rapport à il y a un an (diminution de 4 p.b. par rapport au trimestre précédent) pour s'établir à 25 p.b., et ce, en raison surtout des dotations plus élevées par rapport aux recouvrements constatés à l'exercice précédent dans le secteur Marchés des Capitaux. La hausse des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a également contribué à cette augmentation. Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 11,9 %, en hausse de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent. De plus, nous avons annoncé aujourd'hui une majoration de 0,03 \$, ou 3 %, de notre dividende trimestriel le portant ainsi à 1,05 \$ par action.

« Grâce à notre stratégie ciblée et à nos activités diversifiées, nous continuons de dégager un excellent rendement pour nos actionnaires, alors que nous tirons parti de notre envergure et de nos investissements dans les technologies pour créer de nouvelles sources de valeur pour nos clients. Cet engagement s'appuie sur une situation financière solide, sur une gestion rigoureuse des risques et des coûts et sur la créativité et l'expertise dont nos employés font preuve tous les jours. RBC est bien positionnée pour accroître davantage sa part de marché et évoluer dans un contexte économique en pleine transformation. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T3 2019
par rapport au
T3 2018

- Bénéfice net de 3 263 millions de dollars ↑ 5 %
- Bénéfice dilué par action de 2,22 \$ ↑ 6 %
- RCP⁽¹⁾ de 16,7 % ↓ 60 p.b.
- Ratio CET1 de 11,9 % ↑ 80 p.b.

T3 2019
par rapport au
T2 2019

- Bénéfice net de 3 263 millions de dollars ↑ 1 %
- Bénéfice dilué par action de 2,22 \$ ↑ 1 %
- RCP⁽¹⁾ de 16,7 % ↓ 80 p.b.
- Ratio CET1 de 11,9 % ↑ 10 p.b.

Cumul annuel 2019
par rapport au
cumul annuel 2018

- Bénéfice net de 9 665 millions de dollars ↑ 5 %
- Bénéfice dilué par action de 6,57 \$ ↑ 7 %
- RCP⁽¹⁾ de 17,0 % ↓ 60 p.b.

(1) Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP). Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019.

Table des matières

<p>1 Faits saillants du troisième trimestre</p> <p>2 Rapport de gestion</p> <p>2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</p> <p>3 Vue d'ensemble et perspectives</p> <p>3 À propos de la Banque Royale du Canada</p> <p>4 Faits saillants financiers et autres</p> <p>5 Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives</p> <p>6 Rendement financier</p> <p>6 Vue d'ensemble</p> <p>12 Résultats des secteurs d'exploitation</p> <p>12 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation</p> <p>12 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR</p>	<p>16 Services bancaires aux particuliers et aux entreprises</p> <p>18 Gestion de patrimoine</p> <p>20 Assurances</p> <p>21 Services aux investisseurs et de trésorerie</p> <p>22 Marchés des Capitaux</p> <p>23 Services de soutien généraux</p> <p>24 Analyse des résultats trimestriels et des tendances</p> <p>26 Situation financière</p> <p>26 Bilans résumés</p> <p>27 Arrangements hors bilan</p> <p>27 Gestion du risque</p> <p>27 Risque de crédit</p> <p>36 Risque de marché</p> <p>41 Risque de liquidité et de financement</p> <p>49 Gestion des fonds propres</p>	<p>53 Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation</p> <p>54 Questions en matière de comptabilité et de contrôle</p> <p>54 Résumé des méthodes comptables et estimations</p> <p>54 Changements de méthodes comptables et des informations à fournir</p> <p>55 Contrôles et procédures</p> <p>55 Transactions entre parties liées</p> <p>56 Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</p> <p>57 États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)</p> <p>63 Notes annexes</p> <p>87 Renseignements à l'intention des actionnaires</p>
--	---	---

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2019 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2019. Le présent rapport de gestion, daté du 20 août 2019, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2018. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2018, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, et au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation et de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019, y compris l'incertitude mondiale, le prix des maisons au Canada et l'endettement des ménages, les technologies de l'information et le cyber-risque, les changements de réglementation, l'innovation et les bouleversements numériques, les risques liés aux données et aux tierces parties, les changements climatiques, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2018, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 86 000 employés qui concrétisent notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à plus de 16 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Total des revenus	11 544 \$	11 499 \$	11 025 \$	34 632 \$	31 907 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	425	426	346	1 365	954
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 046	1 160	925	3 431	2 182
Frais autres que d'intérêt	5 992	5 916	5 858	17 820	16 951
Bénéfice avant impôt	4 081	3 997	3 896	12 016	11 820
Bénéfice net	3 263 \$	3 230 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 664 \$	1 549 \$	1 510 \$	4 784 \$	4 490 \$
Gestion de patrimoine	639	585	578	1 821	1 712
Assurances	204	154	158	524	457
Services aux investisseurs et de trésorerie	118	151	155	430	586
Marchés des Capitaux	653	776	698	2 082	2 111
Services de soutien généraux	(15)	15	10	24	(175)
Bénéfice net	3 263 \$	3 230 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,23 \$	2,20 \$	2,10 \$	6,59 \$	6,19 \$
– dilué	2,22	2,20	2,10	6,57	6,16
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,7 %	17,5 %	17,3 %	17,0 %	17,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	75 800 \$	74 000 \$	69 650 \$	74 450 \$	68 000 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,62 %	1,64 %	1,66 %	1,62 %	1,66 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,29 %	0,23 %	0,30 %	0,23 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,02 %	– %	0,06 %	0,03 %	0,02 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,29 %	0,17 %	0,27 %	0,21 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,47 %	0,49 %	0,40 %	0,47 %	0,40 %
Ratio de liquidité à court terme (3)	122 %	127 %	120 %	122 %	120 %
Ratios de fonds propres et ratio de levier					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	11,9 %	11,8 %	11,1 %	11,9 %	11,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,0 %	12,9 %	12,3 %	13,0 %	12,3 %
Ratio du total des fonds propres	15,0 %	14,8 %	14,1 %	15,0 %	14,1 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %	4,3 %	4,4 %	4,3 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (4)					
Total de l'actif	1 406 893 \$	1 378 876 \$	1 292 374 \$	1 406 893 \$	1 292 374 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	240 661	240 991	217 132	240 661	217 132
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	612 393	602 392	563 097	612 393	563 097
Actifs liés aux dérivés	98 774	84 812	88 503	98 774	88 503
Dépôts	881 211	864 101	832 261	881 211	832 261
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	76 574	76 139	71 475	76 574	71 475
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	510 664	510 463	498 896	510 664	498 896
Biens sous gestion	744 800	733 100	686 600	744 800	686 600
Biens administrés (5)	5 588 600	5 655 600	5 486 200	5 588 600	5 486 200
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 434 276	1 435 091	1 440 477	1 435 485	1 445 136
– moyenne diluée	1 440 130	1 441 163	1 446 956	1 441 499	1 451 823
– à la fin de la période (6)	1 433 954	1 434 879	1 440 008	1 433 954	1 440 008
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,02 \$	1,02 \$	0,94 \$	3,02 \$	2,79 \$
Rendement de l'action (7)	3,9 %	3,9 %	3,8 %	4,1 %	3,6 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	104,22 \$	106,77 \$	101,55 \$	104,22 \$	101,55 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	149 447	153 202	146 350	149 447	146 350
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	84 087	82 197	82 236	84 087	82 236
Nombre de succursales	1 328	1 335	1 338	1 328	1 338
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 586	4 569	4 792	4 586	4 792
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (9)	0,754 \$	0,751 \$	0,767 \$	0,751 \$	0,780 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,757 \$	0,746 \$	0,769 \$	0,757 \$	0,769 \$

- Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne des trois mois compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 15,7 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 8,3 milliards (respectivement, 16,2 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2019; 16,8 milliards et 9,8 milliards au 31 juillet 2018).
- Depuis le quatrième trimestre de 2018, le nombre d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'incidence des actions propres. Les montants des périodes correspondantes ont été ajustés afin qu'ils soient conformes à ce mode de présentation.
- Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- Les moyennes sont calculées selon les cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 20 août 2019

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Canada

Selon les attentes, l'économie canadienne devrait avoir progressé de 3,0 %¹ pendant le deuxième trimestre civil de 2019, ce qui serait considérablement supérieur à la croissance de 0,4 %¹ enregistrée au trimestre civil précédent. La croissance marquée au deuxième trimestre civil résulte notamment d'une remontée du secteur de l'énergie, celui-ci ayant eu des répercussions néfastes sur l'économie lors des trois derniers trimestres civils. Le secteur de l'énergie a été soutenu par un assouplissement des règles de production en Alberta, ainsi que par l'accroissement sur un an des prix du pétrole, et ce, tant à l'échelle nationale que mondiale. Cependant, plus récemment, les inquiétudes concernant les tensions commerciales et la croissance mondiale ont exercé des pressions sur les prix du pétrole. En revanche, les autres secteurs ont aussi renoué avec la croissance, le marché du travail n'ayant cessé de s'améliorer et le marché de l'immobilier s'étant stabilisé dans la plupart des provinces. La Banque du Canada maintient son taux de financement à un jour à 1,75 % depuis octobre 2018 et, en juillet, la banque centrale a réaffirmé sa position au sujet des politiques neutres, mais a soulevé des préoccupations concernant la situation mondiale.

États-Unis

La croissance du PIB aux États-Unis a ralenti, passant de 3,1 %¹ au premier trimestre civil de 2019 à 2,1 %¹ au deuxième trimestre civil de 2019. Cette croissance repose cependant sur des bases plus solides : les dépenses des ménages croissent à un rythme plus soutenu et particulièrement solide, ce qui a permis de dissiper les inquiétudes concernant la santé financière des consommateurs américains après deux mois civils de croissance au ralenti. Les dépenses publiques ont aussi enregistré une hausse, compensant ainsi l'affaiblissement causé par l'arrêt partiel des activités gouvernementales en début d'année. Or, pour la première fois depuis 2016, les investissements des entreprises ont accusé une baisse. De plus, la croissance de l'emploi aux États-Unis s'est quelque peu essoufflée pendant l'année civile 2019 par rapport à 2018, et ce, tout particulièrement dans des secteurs reliés au commerce. Nonobstant ce ralentissement, le rythme de croissance du marché de l'emploi est demeuré suffisamment vigoureux, n'imposant qu'une légère pression à la baisse sur le taux de chômage qui s'est établi en moyenne à 3,6 % au deuxième trimestre civil de 2019. L'inquiétude concernant la montée des tensions commerciales et le ralentissement de l'économie mondiale et des investissements des entreprises, de même que l'inflation en deçà des prévisions, ont forcé la Réserve fédérale à abaisser son taux d'intérêt de référence de 25 p.b., dans une fourchette de 2,00 % à 2,25 % en juillet. Cette baisse de taux a été attribuée à un redressement en « milieu de cycle », et non pas au début d'un cycle d'assouplissement à long terme.

Europe

La croissance du PIB de la zone euro s'est adoucie pour s'établir à 0,2 % au deuxième trimestre civil de 2019, contre 0,4 % au trimestre civil précédent. Le ralentissement du secteur de la fabrication a continué de peser sur la croissance, et ce, même si les entreprises axées sur le service ont continué de progresser et que les taux de chômage sont toujours en régression. L'inflation demeure bien en deçà de l'objectif de la Banque centrale européenne et les attentes la concernant ont baissé. Les inquiétudes concernant l'inflation et les perspectives de croissance ont incité la Banque centrale européenne à pencher, dans ses prévisions, vers l'allègement, ce qui pourrait se traduire par une baisse des taux d'intérêt et la reprise des achats d'actifs. Le PIB du Royaume-Uni a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre civil de 2019. Enfin, l'incertitude persistante concernant le Brexit continue de miner la confiance des dirigeants d'entreprises, et la forte probabilité que le Brexit n'ait pas lieu a fait plonger la livre sterling à son plus bas niveau depuis plus de deux ans.

Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État ont continué de diminuer alors que l'inflation demeure faible et que les marchés s'attendent à un assouplissement des politiques budgétaires de plusieurs banques centrales. Par ailleurs, ces dernières ont donné leur appui aux marchés boursiers, et ce, malgré les inquiétudes grandissantes concernant la croissance mondiale et l'incertitude planant sur les politiques commerciales. Les prix du pétrole ont subi des pressions à la baisse en raison des tensions commerciales et des inquiétudes relatives à la croissance mondiale. Les courbes de rendement se sont aplanies davantage et se sont parfois même inversées, ce qui témoigne des préoccupations grandissantes des investisseurs quant au risque de ralentissement économique.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant, dans la mesure du possible, les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient hausser nos coûts, nuire à notre rentabilité et accroître la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018, rubrique mise à jour ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

Les politiques commerciales continuent de peser sur les perspectives économiques mondiales, notamment les négociations du Brexit et les tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis, d'une part, et la Chine, de l'autre. En juillet 2019, le Fonds monétaire international a une fois de plus révisé à la baisse ses projections de croissance mondiale pour 2019 et 2020, en raison de l'incertitude géopolitique persistante, d'une activité économique mondiale plus faible que prévu et du ralentissement de l'inflation. Le dénouement des négociations du Brexit et ses répercussions, notamment la possibilité de plus en plus forte que le Brexit n'ait finalement pas lieu, demeurent incertains. L'économie du Canada se trouve en situation de vulnérabilité dans un contexte de tensions commerciales persistantes en raison de ses relations économiques avec les États-Unis et la Chine. Par ailleurs, les tensions entre la Chine et les États-Unis demeurent fortes puisque les deux pays en sont toujours à négocier un accord commercial. En août 2019, les États-Unis ont annoncé l'imposition d'un tarif douanier de 10 % sur les importations de biens chinois d'une valeur de 300 milliards de dollars américains, qui n'étaient auparavant pas visés par ces tarifs. Cependant, le tarif ne s'appliquera pas avant décembre 2019 pour certains biens.

Changements climatiques

En ce qui concerne les changements climatiques, la réglementation, les cadres et les recommandations qui s'appliquent aux banques, aux assureurs et aux gestionnaires d'actifs évoluent rapidement. En mai 2019, la Banque du Canada et la Banque centrale européenne ont publié leurs revues du système financier qui portent sur les risques financiers et économiques des changements climatiques. Bien qu'aucune exigence précise n'ait été publiée, nous continuons de suivre l'évolution de la situation et des conséquences auxquelles nous pourrions être exposés.

Réglementation canadienne sur le recyclage des produits de la criminalité

En juillet 2019, des modifications de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* du Canada qui s'appliqueront d'ici juin 2021 ont été annoncées. Ces modifications visent à accroître l'efficacité du régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes et à l'harmoniser davantage avec les normes internationales. La nouvelle réglementation, qui comporte une supervision et une surveillance des organismes de réglementation accrues, nécessitera des changements considérables à nos systèmes transactionnels et de traitement des paiements utilisés directement par les clients, de même qu'à nos systèmes de gestion des documents, et ce principalement en raison du besoin d'obtenir de nouvelles données liées aux clients.

Initiatives de réglementation aux États-Unis

Les décideurs continuent d'évaluer et de mettre en œuvre la réforme de divers règlements financiers aux États-Unis, qui pourraient soit accroître, soit réduire le cadre réglementaire américain, et entraîner des changements aux coûts de conformité. Un règlement qui stipule les nouvelles normes de conduite à l'intention des courtiers et des conseillers en placement entrera en vigueur en juin 2020. Le 20 août 2019, la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) et l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) ont approuvé un règlement définitif visant à modifier les exigences de conformité et de négociation pour comptes propres de la règle Volcker. Nous prévoyons que les autres agences de réglementation financière responsables de l'application de la règle Volcker approuvent et publient leurs règles définitives dans les prochaines semaines. Nous continuerons de surveiller l'évolution de la réglementation et son incidence sur nous.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidité et de réglementation des rapports aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019, le deuxième trimestre de 2019 et le troisième trimestre de 2019. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques traitant de la gestion des risques et des fonds propres du rapport annuel 2018 et aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 3 263 millions de dollars, en hausse de 154 millions, ou 5 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action de 2,22 \$, a progressé de 0,12 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 16,7 %, en baisse de 60 p.b. par rapport à 17,3 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 11,9 %, ayant augmenté de 80 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la forte croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, qui a été atténuée par le repli des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté en raison principalement d'une croissance moyenne des volumes de 7 % et de l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des coûts liés au personnel ainsi que des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont renforcés en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une augmentation du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et l'augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus.

Les résultats du secteur Assurances se sont améliorés grâce essentiellement à une sinistralité liée aux placements qui a été plus favorable ainsi qu'à l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles de récession vie et d'assurance invalidité et par les renégociations de contrats de réassurance fructueuses un an plus tôt.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont régressé en raison principalement de la baisse des revenus dans les secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été atténués par une réduction du taux d'imposition effectif découlant surtout de changements dans la composition du bénéfice et de la baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a diminué surtout à cause de la baisse des marges des dépôts de clients, de la diminution des revenus tirés des services d'administration d'actifs et de ceux tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est établi à 3 263 millions de dollars, en hausse de 33 millions, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a atteint 2,22 \$, soit une augmentation de 0,02 \$, ou 1 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,7 %, en baisse de 80 p.b. Notre ratio CET1, à savoir 11,9 %, s'est renforcé de 10 p.b.

Nos résultats reflètent la forte croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances qui a été annulée en grande partie par le recul des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont améliorés, ce qui rend compte de la croissance moyenne des revenus de 2 % du secteur Services bancaires canadiens, du fait que le trimestre a compté trois jours de plus et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Une hausse des frais bancaires et l'augmentation des soldes donnant lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine s'est accru en raison surtout de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, élément reflétant les ventes nettes et l'appréciation des marchés, d'une augmentation du revenu net d'intérêt attribuable principalement à la croissance moyenne des volumes et du fait que le trimestre a compté trois jours de plus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et par la variation nette de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Les résultats du secteur Assurances ont augmenté grâce surtout à la sinistralité liée aux placements qui a été plus favorable et à l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité. Ces facteurs ont été annulés en partie par des renégociations de contrats de réassurance fructueuses au trimestre précédent.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux a reculé en raison d'abord et avant tout du ralentissement des activités de négociation de titres à revenu fixe principalement aux États-Unis, à la diminution des activités d'origination de prêts, principalement en Europe et aux États-Unis, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, principalement sur les prêts productifs. La diminution des activités de négociation de titres de participation en Amérique du Nord a aussi contribué à la baisse. Ces facteurs ont été atténués par une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie se sont affaiblis du fait surtout de la diminution des marges des dépôts de clients, de l'accroissement des coûts engagés pour soutenir des initiatives visant à accroître l'efficacité, ainsi que les coûts liés aux technologies et coûts connexes, et du recul des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 9 665 millions de dollars, en hausse de 484 millions, ou 5 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action a atteint 6,57 \$ pour la période de neuf mois, soit une augmentation de 0,41 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,0 %, en baisse de 60 p.b.

Nos résultats reflètent l'accroissement du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, qui a été atténué par le repli des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et Marchés des Capitaux. Nos résultats rendent également compte d'une augmentation attribuable à l'incidence du change et des répercussions, un an plus tôt, de la réforme fiscale américaine, laquelle avait donné lieu à une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est renforcé en raison d'une croissance moyenne des volumes de 7 % et de l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des coûts liés au personnel.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont renforcés en raison surtout d'une croissance du revenu net d'intérêt et de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités ainsi que par l'augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus, et par l'augmentation de la dotation à la provision pour perte de crédit.

Le bénéfice du secteur Assurances s'est raffermi grâce surtout à une hausse des renégociations de contrats de réassurance fructueuses.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont fléchi en grande partie à cause de la diminution des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ainsi que de ceux tirés des services d'administration d'actifs et de l'accroissement des coûts engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont repliés en raison surtout d'une baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été annulés en partie par une baisse du taux d'imposition effectif qui reflète principalement des changements dans la composition du bénéfice, l'incidence du change et une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Le bénéfice net des Services de soutien généraux s'est établi à 24 millions de dollars, reflétant principalement les activités de gestion actif-passif, et a été neutralisé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables. La perte nette s'est chiffrée à 175 millions de dollars à l'exercice précédent, en raison d'abord et avant tout de l'incidence, au montant de 178 millions de la réforme fiscale américaine indiquée précédemment, qui avait été atténuée par les activités de gestion actif-passif.

Incidence du change

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2019 par rapport au T3 2018	T3 2019 par rapport au T2 2019	T3 2019 par rapport au T3 2018
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	30 \$	(40)\$	307 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(3)	(4)	6
Frais autres que d'intérêt	12	(33)	186
Impôt sur le résultat	3	–	12
Bénéfice net	18	(3)	103
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,01 \$	– \$	0,07 \$
Dilué	0,01	–	0,07

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
<i>(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)</i>					
Dollar américain	0,754	0,751	0,767	0,751	0,780
Livre sterling	0,603	0,573	0,581	0,586	0,573
Euro	0,673	0,667	0,656	0,665	0,650

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Revenu d'intérêt et de dividende	10 610 \$	10 132 \$	8 626 \$	30 891 \$	24 031 \$
Charges d'intérêt	5 562	5 295	4 030	16 122	10 569
Revenu net d'intérêt	5 048 \$	4 837 \$	4 596 \$	14 769 \$	13 462 \$
Marge nette d'intérêt	1,62 %	1,64 %	1,66 %	1,62 %	1,66 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 463 \$	1 515 \$	1 290 \$	4 557 \$	3 240 \$
Revenus tirés des activités de négociation	140	250	234	748	788
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 440	1 381	1 347	4 271	3 990
Revenus tirés des fonds communs de placement	924	899	908	2 696	2 655
Commissions de courtage en valeurs mobilières	324	316	334	982	1 023
Frais bancaires	480	466	458	1 414	1 341
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	488	554	541	1 387	1 539
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	252	243	273	744	831
Revenus sur cartes	272	266	266	820	790
Commissions de crédit	322	288	378	925	1 023
Profits nets sur les titres de placement	26	37	26	109	114
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	21	14	(26)	50	13
Autres	344	433	400	1 160	1 098
Revenus autres que d'intérêt	6 496 \$	6 662 \$	6 429 \$	19 863 \$	18 445 \$
Total des revenus	11 544 \$	11 499 \$	11 025 \$	34 632 \$	31 907 \$
Information supplémentaire					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	573 \$	619 \$	577 \$	1 793 \$	1 651 \$
Revenus autres que d'intérêt	140	250	234	748	788
Total des revenus tirés des activités de négociation	713 \$	869 \$	811 \$	2 541 \$	2 439 \$

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le total des revenus a augmenté de 519 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout d'une hausse du revenu net d'intérêt et d'une augmentation des primes d'assurance, des revenus de placement et des honoraires (revenus du secteur Assurances). En outre, l'incidence du change a accru de 30 millions de dollars le total des revenus. Ces facteurs ont été atténués par une baisse des revenus tirés des activités de négociation.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 452 millions de dollars, ou 10 %, bénéficiant surtout de la croissance des volumes des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. L'amélioration des écarts dans le secteur Services bancaires canadiens et la progression des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux ont aussi contribué à la hausse.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 4 p.b. sur un an du fait surtout des changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs et de la croissance des volumes touchant surtout les titres achetés en vertu de conventions de revente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des taux d'intérêt, qui a donné lieu à l'amélioration des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Les revenus du secteur Assurances ont crû de 173 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui tient d'abord et avant tout à la variation de la juste valeur des instruments garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été compensée en partie par la diminution des ventes de rentes collectives, ce qui a été compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont reculé de 94 millions de dollars, ou 40 %, à cause surtout de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation surtout en Amérique du Nord.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total des revenus a progressé de 45 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt, neutralisée en grande partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation. L'incidence du change a eu pour effet d'abaisser le total des revenus de 40 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 211 millions de dollars, ou 4 %, en raison de la croissance des volumes et du fait que le trimestre a compté trois jours de plus dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été en partie compensés par la diminution des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des activités de négociation ont reculé de 110 millions de dollars, ou 44 %, du fait surtout de la réduction des activités de négociation de titres de participation principalement en Amérique du Nord et de la diminution des revenus tirés des transactions de change principalement en Europe.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 2 725 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout de la hausse des revenus du secteur Assurances, du revenu net d'intérêt et des commissions de gestion de placements et de services de garde. En outre, l'incidence du change a accru de 307 millions de dollars le total des revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1 307 millions de dollars, ou 10 %, bénéficiant surtout de la croissance des volumes et de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à la hausse, l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation et des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux. Le revenu net d'intérêt a également été touché par la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, qui a pour l'essentiel été annulée par les profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction dans les autres revenus.

Les revenus du secteur Assurances ont crû de 1 317 millions de dollars, ou 41 %, résultat qui tient d'abord et avant tout à la variation de la juste valeur des instruments garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à l'expansion des activités, incluant l'augmentation des ventes de rentes collectives, éléments qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 281 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont fléchi de 152 millions de dollars, ou 10 %, à cause de la diminution des activités d'origination de titres de participation et de prêts, principalement en Amérique du Nord.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Au troisième trimestre de 2019, le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 425 millions de dollars, en hausse de 79 millions, ou 23 %.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 429 millions de dollars, en hausse de 91 millions, ou 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 27 p.b., ayant augmenté de 4 p.b.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a baissé de 1 million de dollars en regard du trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 429 millions de dollars, en baisse de 12 millions, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la diminution des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, qui a été atténuée par la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est amélioré de 2 p.b.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 411 millions de dollars, ou 43 %, en regard d'un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 1 386 millions de dollars, en hausse de 436 millions, ou 46 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est imputable à l'augmentation des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 30 p.b., ayant augmenté de 7 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 121 millions de dollars sur un an, ou 13 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance qui été compensée en grande partie dans les revenus, à l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles de rétrocession vie et d'assurance invalidité et aux renégociations de contrats de réassurance vie fructueuses un an plus tôt. Ces facteurs ont été atténués par une diminution des ventes de rentes collectives qui a été compensée en grande partie dans les revenus, par une sinistralité liée aux placements plus favorable et par l'incidence de nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont comprimés de 114 millions de dollars, ou 10 %, en regard du trimestre précédent surtout à cause de la diminution des ventes de rentes collectives, qui a été compensée en grande partie dans les revenus, et par une sinistralité liée aux placements plus favorable. Cette baisse a été atténuée par les renégociations de contrats de réassurance vie fructueuses au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 249 millions de dollars, ou 57 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au

titre des polices d'assurance et à l'expansion des activités, y compris les ventes de rentes collectives, éléments tous deux compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été atténués par les renégociations de contrats de réassurance vie fructueuses.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Salaires	1 647 \$	1 607 \$	1 554 \$	4 862 \$	4 502 \$
Rémunération variable	1 413	1 430	1 442	4 231	4 164
Avantages du personnel et conservation du personnel	468	471	432	1 431	1 377
Rémunération fondée sur des actions	87	114	93	356	304
Ressources humaines	3 615 \$	3 622 \$	3 521 \$	10 880 \$	10 347 \$
Matériel	449	445	416	1 325	1 174
Frais d'occupation	409	405	393	1 211	1 158
Communications	281	273	260	794	733
Honoraires	328	290	359	923	961
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	299	299	271	888	798
Autres	611	582	638	1 799	1 780
Frais autres que d'intérêt	5 992 \$	5 916 \$	5 858 \$	17 820 \$	16 951 \$
Ratio d'efficacité (1)	51,9 %	51,4 %	53,1 %	51,5 %	53,1 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	53,7 %	53,2 %	53,4 %	53,0 %	53,0 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 134 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait essentiellement de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de ceux liés au personnel ainsi que d'une augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,9 %, ayant fléchi de 120 p.b. en regard de celui de 53,1 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,7 % a affiché une hausse de 30 p.b. par rapport à celui de 53,4 % il y a un an.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 76 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent du fait surtout de l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, des coûts liés au personnel et des honoraires. Ces facteurs ont été annulés en partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les Autres revenus, et par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,9 %, ayant augmenté de 50 p.b. en regard de celui de 51,4 % au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,7 % a augmenté de 50 p.b. par rapport à celui de 53,2 % au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 869 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait essentiellement de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de ceux liés au personnel, de l'incidence du change et de l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique. Les frais de commercialisation et l'augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus ont aussi contribué à la hausse.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,5 %, ayant fléchi de 160 p.b. en regard de 53,1 %. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,0 % est demeuré le même que celui constaté il y a un an.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Impôt sur le résultat	818 \$	767 \$	787 \$	2 351 \$	2 639 \$
Bénéfice avant impôt	4 081 \$	3 997 \$	3 896 \$	12 016 \$	11 820 \$
Taux d'imposition effectif	20,0 %	19,2 %	20,2 %	19,6 %	22,3 %

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

La charge d'impôt a augmenté de 31 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à il y a un an en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt et d'ajustements fiscaux favorables moins élevés dans le trimestre à l'étude, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Le taux d'imposition effectif de 20,0 % a diminué de 20 p.b. grâce surtout à une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés, ce qui a été contrebalancé en partie par des ajustements fiscaux favorables moins élevés dans le trimestre à l'étude.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

La charge d'impôt s'est alourdie de 51 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent en raison surtout de l'augmentation des ajustements fiscaux favorables dans le trimestre précédent et de la hausse du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 20,0 % a augmenté de 80 p.b., ce qui a résulté principalement de l'accroissement des ajustements fiscaux favorables dans le trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt s'est allégée de 288 millions de dollars, ou 11 %, sur un an, et ce, grâce essentiellement à l'incidence de la réforme fiscale américaine, laquelle avait entraîné une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé un an plus tôt, à l'augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et à l'augmentation du montant des ajustements fiscaux favorables dans la période à l'étude. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 19,6 % a diminué de 270 p.b., et ce, en raison essentiellement de l'incidence de la réforme fiscale américaine, laquelle avait entraîné une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé un an plus tôt, de l'augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et de l'augmentation du montant des ajustements fiscaux favorables dans la période à l'étude.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2018.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2018.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2018.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018
	le 31 juillet 2019							Total	Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 644 \$	625 \$	202 \$	115 \$	633 \$	(22)\$	3 197 \$	3 161 \$	3 031 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 300	14 400	2 050	3 450	22 700	9 900	75 800	74 000	69 650
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	28,0 %	17,2 %	39,2 %	13,2 %	11,1 %	n.s.	16,7 %	17,5 %	17,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2018
	le 31 juillet 2019							Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 716 \$	1 781 \$	518 \$	420 \$	2 019 \$	– \$	9 454 \$	8 939 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 100	14 250	1 950	3 500	22 900	8 750	74 450	68 000
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	27,3 %	16,7 %	35,6 %	16,0 %	11,8 %	n.s.	17,0 %	17,6 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2019, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux propres, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Pour 2019, notre coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est demeuré le même, soit 8,5 %.

Bénéfice économique

Pour les trimestres clos

(en millions de dollars canadiens)	le 31 juillet 2019							le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 664 \$	639 \$	204 \$	118 \$	653 \$	(15)	3 263 \$	3 230 \$	3 109 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	-	(1)	-	-	-	1	-	(4)	(8)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	4	43	-	2	-	-	49	56	55
Bénéfice net, montant ajusté	1 668 \$	681 \$	204 \$	120 \$	653 \$	(14)	3 312 \$	3 282 \$	3 156 \$
Moins : Charge de capital	520	322	45	76	505	222	1 690	1 600	1 564
Bénéfice (perte) économique	1 148 \$	359 \$	159 \$	44 \$	148 \$	(236)	1 622 \$	1 682 \$	1 592 \$

Pour les périodes de neuf mois closes

(en millions de dollars canadiens)	le 31 juillet 2019							le 31 juillet 2018
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	4 784 \$	1 821 \$	524 \$	430 \$	2 082 \$	24	9 665 \$	9 181 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	(1)	-	-	-	-	(6)	(28)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	9	143	-	7	-	-	159	164
Bénéfice net, montant ajusté	4 788 \$	1 963 \$	524 \$	437 \$	2 082 \$	24	9 818 \$	9 317 \$
Moins : Charge de capital	1 533	944	129	233	1 517	583	4 939	4 537
Bénéfice (perte) économique	3 255 \$	1 019 \$	395 \$	204 \$	565 \$	(559)	4 879 \$	4 780 \$

Résultats excluant l'élément précisé

- Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, notre quote-part du profit tiré de la vente, à Vantiv, Inc., des activités américaines de notre coentreprise de traitement des opérations de paiement Moneris s'est élevée à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et a été comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens.

Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos les 31 juillet 2019, 30 avril 2019 et 31 juillet 2018 ni pour les périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2019 et 31 juillet 2018.

Le tableau suivant présente les calculs et mesures des résultats du secteur Services bancaires canadiens, exclusion faite de l'élément précisé pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, aux fins du calcul du levier d'exploitation ajusté pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018, levier qui constitue une mesure hors PCGR.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour la période de neuf mois close		
	le 31 juillet 2017		
	Élément exclu		
	Données présentées	Profit tiré de la vente de Moneris (1)	Données ajustées
Total des revenus	11 111 \$	(212)\$	10 899 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	765	–	765
Frais autres que d'intérêt	4 738	–	4 738
Bénéfice net avant impôt	5 608 \$	(212)\$	5 396 \$
Bénéfice net	4 211 \$	(212)\$	3 999 \$
Autres informations			
Frais autres que d'intérêt	4 738 \$	– \$	4 738 \$
Total des revenus	11 111	(212)	10 899
Ratio d'efficacité	42,6 %		43,5 %
Taux de croissance des revenus	6,5 %		4,5 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	3,8 %		3,8 %
Levier d'exploitation	2,7 %		0,7 %

(1) Tient compte du change.

Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2019			le 30 avril 2019			le 31 juillet 2018		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	11 544 \$	(385)\$	11 159 \$	11 499 \$	(383)\$	11 116 \$	11 025 \$	(55)\$	10 970 \$
Frais autres que d'intérêt	5 992	–	5 992	5 916	–	5 916	5 858	–	5 858
Ratio d'efficacité	51,9 %		53,7 %	51,4 %		53,2 %	53,1 %		53,4 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2019			le 31 juillet 2018		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	34 632 \$	(1 015)\$	33 617 \$	31 907 \$	93 \$	32 000 \$
Frais autres que d'intérêt	17 820	–	17 820	16 951	–	16 951
Ratio d'efficacité	51,5 %		53,0 %	53,1 %		53,0 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenu net d'intérêt	3 221 \$	3 060 \$	3 001 \$	9 415 \$	8 709 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 325	1 273	1 283	3 882	3 843
Total des revenus	4 546	4 333	4 284	13 297	12 552
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	15	9	31	59	90
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	326	363	308	1 002	866
Dotation à la provision pour pertes de crédit	341	372	339	1 061	956
Frais autres que d'intérêt	1 959	1 887	1 910	5 761	5 539
Bénéfice avant impôt	2 246	2 074	2 035	6 475	6 057
Bénéfice net	1 664 \$	1 549 \$	1 510 \$	4 784 \$	4 490 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	4 304 \$	4 099 \$	4 040 \$	12 573 \$	11 838 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	242	234	244	724	714
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,0 %	27,2 %	27,2 %	27,3 %	27,9 %
Marge nette d'intérêt	2,86 %	2,85 %	2,80 %	2,85 %	2,77 %
Ratio d'efficacité	43,1 %	43,5 %	44,6 %	43,3 %	44,1 %
Levier d'exploitation	3,5 %	2,4 %	3,3 %	1,9 %	1,6 %
Taux d'imposition effectif	25,9 %	25,3 %	25,8 %	26,1 %	25,9 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	447 200 \$	440 300 \$	425 900 \$	441 600 \$	420 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	449 500	441 900	426 500	443 200	420 800
Moyenne des dépôts	396 300	389 000	363 100	389 200	359 400
Biens administrés (1)	282 200	283 300	276 700	282 200	276 700
Moyenne des biens administrés	280 600	277 900	274 800	274 100	270 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,34 %	0,25 %	0,30 %	0,26 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	1 609 \$	1 460 \$	1 491 \$	4 613 \$	4 397 \$
Marge nette d'intérêt	2,80 %	2,80 %	2,74 %	2,80 %	2,72 %
Ratio d'efficacité	41,5 %	42,0 %	42,2 %	41,7 %	42,1 %
Levier d'exploitation	1,7 %	1,7 %	5,0 %	1,1 %	1,3 %
Levier d'exploitation ajusté (2)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3,4 %
Taux d'imposition effectif	26,4 %	26,2 %	26,1 %	26,3 %	26,0 %

- (1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15,7 milliards de dollars et 8,3 milliards au 31 juillet 2019 (16,2 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2019; 16,8 milliards et 9,8 milliards au 31 juillet 2018).
- (2) Cette mesure est une mesure hors PCGR. Le levier d'exploitation de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018 de 1,3 % pour le secteur Services bancaires canadiens avait subi l'incidence de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) au premier trimestre de 2017, qui était un élément précisé. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018, les taux de croissance des revenus et des frais du secteur Services bancaires canadiens se sont établis respectivement à 6,5 % et à 5,2 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit dont il a été fait mention ci-dessus, le taux de croissance des revenus ajusté de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018 a été de 8,6 %.
- s.o. sans objet

Rendement financier**Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018**

Le bénéfice net s'est accru de 154 millions de dollars, ou 10 %, sur un an grâce principalement à une croissance moyenne des volumes de 7 % et à l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel ainsi que des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Le total des revenus a progressé de 262 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 264 millions de dollars, ou 7 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui reflète en grande partie une croissance moyenne des volumes de 5 % pour ce qui est des prêts et de 10 % dans le cas des dépôts, l'amélioration des écarts ainsi que l'augmentation des frais bancaires.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont contractés de 2 millions de dollars, ou 1 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent.

La marge nette d'intérêt a affiché une hausse de 6 p.b. grâce surtout à l'amélioration des écarts sur les dépôts du secteur Services bancaires canadiens, facteur qui témoigne de la hausse des taux d'intérêt, mais qui a été atténué par l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 2 millions de dollars, ou 1 %. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est élargi de 4 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 49 millions de dollars, ou 3 %, et ce, en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est renforcé de 115 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 2 %, le fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de plus, ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Une hausse des frais bancaires et l'augmentation des soldes donnant lieu à un accroissement des frais de placement liés aux fonds communs de placement ont également contribué à la progression du bénéfice net. Ces facteurs ont été atténués par la montée des coûts liés au personnel.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 1 p.b.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 294 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à il y a un an, ce qui traduit une croissance moyenne des volumes de 7 % et l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été atténués par une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit ainsi que des coûts liés au personnel.

Le total des revenus a progressé de 745 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui reflète surtout une croissance moyenne des volumes de 5 % pour ce qui est des prêts et de 8 % dans le cas des dépôts. L'amélioration des écarts sur les dépôts par suite de la hausse des taux d'intérêt, élément atténué par l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix, a aussi contribué à cette progression.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 105 millions de dollars, ou 11 %, témoignant ainsi de la hausse des dotations liées aux prêts douteux des portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, hausse qui a été contrebalancée en partie par la diminution des dotations liées aux actifs productifs. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 4 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 222 millions de dollars, ou 4 %, ce qui rend surtout compte d'une hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que d'une augmentation des frais de commercialisation.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenu net d'intérêt	773 \$	731 \$	679 \$	2 248 \$	1 923 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 740	1 663	1 626	5 117	4 785
Revenus tirés des transactions et autres revenus	516	585	493	1 591	1 478
Total des revenus	3 029	2 979	2 798	8 956	8 186
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	10	13	12	38	(16)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	17	17	(9)	45	(3)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	27	30	3	83	(19)
Frais autres que d'intérêt	2 183	2 204	2 059	6 551	6 009
Bénéfice avant impôt	819	745	736	2 322	2 196
Bénéfice net	639 \$	585 \$	578 \$	1 821 \$	1 712 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	821 \$	808 \$	761 \$	2 471 \$	2 252 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 546	1 539	1 435	4 556	4 074
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 168	1 155	1 101	3 426	3 178
Gestion mondiale d'actifs	567	538	507	1 648	1 579
Gestion de patrimoine – International	95	94	95	281	281
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,2 %	16,5 %	16,4 %	16,7 %	16,5 %
Marge nette d'intérêt	3,59 %	3,66 %	3,56 %	3,63 %	3,43 %
Marge avant impôt (1)	27,0 %	25,0 %	26,3 %	25,9 %	26,8 %
Nombre de conseillers (2)	5 222	5 176	4 970	5 222	4 970
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	85 500 \$	81 900 \$	75 700 \$	82 700 \$	74 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	64 400	62 200	57 000	62 600	54 800
Moyenne des dépôts	95 300	93 000	91 700	94 200	92 500
Biens administrés (3)	1 050 800	1 050 900	985 800	1 050 800	985 800
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	538 800	537 200	487 900	538 800	487 900
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	408 100	400 900	375 200	408 100	375 200
Biens sous gestion (3)	738 300	726 600	680 500	738 300	680 500
Moyenne des biens administrés	1 039 700	1 027 300	975 600	1 017 800	953 800
Moyenne des biens sous gestion (4)	729 300	712 200	673 800	705 500	659 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,11 %	0,12 %	(0,06)%	0,10 %	(0,01)%

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2019 par rapport au T3 2018	T3 2019 par rapport au T2 2019	T3 2019 par rapport au T3 2018
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	17 \$	(15)\$	147 \$
Frais autres que d'intérêt	12	(12)	116
Bénéfice net	4	(2)	24
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	– %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	4 %	5 %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	1 %	2 %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(4) Les montants de l'exercice précédent ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net a progressé de 61 millions de dollars, ou 11 %, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une augmentation du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités ainsi que par une augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus.

Le total des revenus s'est renforcé de 231 millions de dollars, ou 8 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 60 millions de dollars, ou 8 %, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui rend compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 111 millions de dollars, ou 8 %. En dollars américains, ils ont monté de 67 millions de dollars, ou 6 %, grâce surtout à une augmentation du revenu net d'intérêt par suite de la croissance moyenne des volumes, ainsi qu'à la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui témoigne des ventes nettes et de l'appréciation des marchés. Ces facteurs ont été atténués par le fait qu'un an plus tôt un profit lié à la vente d'un produit de fonds commun de placement avait été constaté et que l'équipe qui y était associée avait été mutée.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont bondi de 60 millions de dollars, ou 12 %, et ce, essentiellement en raison de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète les ventes nettes et l'appréciation des marchés. De plus, les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'une perte liée à un placement dans une coentreprise de gestion d'actifs internationale.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 24 millions de dollars, en raison surtout des actifs dépréciés du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et ce, en raison principalement de quelques comptes. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accru de 17 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 124 millions de dollars, ou 6 %, du fait essentiellement d'une hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, ce qui témoigne surtout de l'accroissement des coûts liés au personnel, ainsi que d'une augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est amélioré de 54 millions de dollars, ou 9 %, ce qui reflète essentiellement la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qu'ont permise les ventes nettes et l'appréciation des marchés ainsi qu'une augmentation du revenu net d'intérêt qui a résulté surtout de la croissance moyenne des volumes et le fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de plus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est amélioré de 109 millions de dollars, ou 6 %, sur un an, ce qui rend surtout compte d'une augmentation du revenu net d'intérêt et de la progression des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, par une augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a monté de 770 millions de dollars, ou 9 %, principalement du fait d'une augmentation du revenu net d'intérêt qu'ont permise la croissance moyenne des volumes et des taux d'intérêt plus élevés, ainsi que de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, élément reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'incidence du change et la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, ont également favorisé la progression du total des revenus.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 102 millions de dollars, et ce, surtout en raison du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accru de 11 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 542 millions de dollars, ou 9 %, du fait surtout d'une hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, ce qui témoigne essentiellement de l'augmentation des coûts liés au personnel, de l'incidence du change et d'une augmentation de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus. Le montant plus élevé des coûts liés à la réglementation et la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation compensée en grande partie dans les revenus, ont également contribué à faire monter les frais autres que d'intérêt.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	914 \$	964 \$	1 047 \$	3 040 \$	2 810 \$
Revenus de placement (1)	505	515	181	1 401	260
Honoraires	44	36	62	116	170
Total des revenus	1 463	1 515	1 290	4 557	3 240
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	971	1 077	856	3 177	1 975
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	75	83	69	254	207
Frais autres que d'intérêt	149	150	153	453	443
Bénéfice avant impôt	268	205	212	673	615
Bénéfice net	204 \$	154 \$	158 \$	524 \$	457 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	991 \$	1 004 \$	746 \$	3 034 \$	1 677 \$
Assurances – International	472	511	544	1 523	1 563
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	39,2 %	32,4 %	32,1 %	35,6 %	32,3 %
Primes et dépôts (2)	1 079 \$	1 106 \$	1 197 \$	3 499 \$	3 273 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	385	383	55	1 015	(93)

(1) Les revenus de placement peuvent être exposés à la volatilité des fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est renforcé de 46 millions de dollars, ou 29 %, sur un an, ce qui témoigne principalement d'une sinistralité liée aux placements qui a été plus favorable ainsi que de l'incidence de nouveaux contrats de réassurance longévité. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles d'assurance invalidité et de rétrocession vie et par les renégociations de contrats de réassurance fructueuses un an plus tôt.

Le total des revenus a augmenté de 173 millions de dollars, ou 13 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada se sont améliorés de 245 millions de dollars, ou 33 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International se sont affaiblis de 72 millions de dollars, ou 13 %, sous l'effet surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont monté de 121 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles d'assurance invalidité et de rétrocession vie et des renégociations de contrats de réassurance fructueuses un an plus tôt. Ces facteurs ont été annulés en partie par le repli des ventes de rentes collectives, par une hausse de la sinistralité favorable liée aux placements ainsi que par l'incidence de nouveaux contrats de réassurance longévité.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement du repli des coûts générés par les efficacités découlant des investissements dans la technologie, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des coûts liés aux ventes et aux activités de service à la clientèle.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est accru de 50 millions de dollars, ou 32 %, ce qui a résulté surtout d'une hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et de l'incidence de nouveaux contrats de réassurance longévité. Ces facteurs ont été annulés en partie par des renégociations de contrats de réassurance fructueuses au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a monté de 67 millions de dollars, ou 15 %, sur un an, ce qui tient surtout à un accroissement des renégociations de contrats de réassurance fructueuses.

Le total des revenus a bondi de 1 317 millions de dollars, ou 41 %, par rapport à ce qu'il était un an plus tôt, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance ainsi que de l'expansion des activités, notamment la hausse des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est précisé ci-après.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 249 millions de dollars, ou 57 %, à cause surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités, notamment les ventes de rentes collectives. Ces facteurs ont été atténués par un accroissement des renégociations de contrats de réassurance fructueuses.

Les frais autres que d'intérêt ont accusé une hausse de 10 millions de dollars, ou 2 %, ce qui témoigne principalement de l'augmentation des coûts liés aux ventes et aux activités de service à la clientèle.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenu net d'intérêt	(16)\$	(34)\$	32 \$	(81)\$	278 \$
Revenus autres que d'intérêt	577	621	588	1 860	1 689
Total des revenus	561	587	620	1 779	1 967
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	–	1	1	1
Frais autres que d'intérêt	411	388	416	1 217	1 196
Bénéfice avant impôt	149	199	203	561	770
Bénéfice net	118 \$	151 \$	155 \$	430 \$	586 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,2 %	17,4 %	19,8 %	16,0 %	24,9 %
Moyenne des dépôts	179 300 \$	173 900 \$	162 500 \$	175 100 \$	160 400 \$
Moyenne des dépôts des clients	60 100	58 200	60 200	59 200	58 400
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	119 200	115 700	102 300	115 900	102 000
Biens administrés (1)	4 242 100	4 307 800	4 210 600	4 242 100	4 210 600
Moyenne des biens administrés	4 290 900	4 271 000	4 276 100	4 250 800	4 405 000

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2019 par rapport au T3 2018	T3 2019 par rapport au T2 2019	T3 2019 par rapport au T3 2018
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(6)\$	(5)\$	(14)\$
Frais autres que d'intérêt	(5)	(4)	(13)
Bénéfice net	(1)	(1)	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	– %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	4 %	5 %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	1 %	2 %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net a diminué de 37 millions de dollars, ou 24 %, et ce, essentiellement à cause du recul des marges des dépôts des clients et de la baisse des revenus générés par les services d'administration d'actifs ainsi que de ceux tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Le total des revenus a fléchi de 59 millions de dollars, ou 10 %, du fait essentiellement de la contraction des revenus générés par les dépôts des clients, ce qui a découlé surtout d'une compression des marges qui reflète essentiellement le resserrement des écarts, et de la baisse des revenus tirés des services d'administration d'actifs qu'a causée le ralentissement des activités des clients. Le repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités qu'a entraîné la baisse des profits tirés de la vente de certains titres et l'incidence du change ont également contribué au fléchissement du total des revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 5 millions de dollars, ou 1 %.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net a fléchi de 33 millions de dollars, ou 22 %, en raison d'abord et avant tout du recul des marges des dépôts des clients, de l'augmentation des coûts engagés pour soutenir des initiatives visant à accroître l'efficacité et des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, ainsi que du repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est comprimé de 156 millions de dollars, ou 27 %, principalement à cause du repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et de ceux générés par les services d'administration d'actifs ainsi que de l'accroissement des coûts engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Le total des revenus a baissé de 188 millions de dollars, ou 10 %, ce qui s'explique principalement par le repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, repli causé par le nombre plus restreint d'occasions sur le marché monétaire dans la période à l'étude, ainsi que par le recul des profits à la vente de certains titres. La diminution des revenus générés par les services d'administration d'actifs qu'ont causée des conditions de marché difficiles au début de 2019 et le ralentissement des activités des clients ont également fait baisser le total des revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 21 millions de dollars, ou 2 %, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des coûts engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenu net d'intérêt (1)	1 048 \$	1 057 \$	913 \$	3 111 \$	2 620 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	986	1 112	1 244	3 190	3 722
Total des revenus (1)	2 034	2 169	2 157	6 301	6 342
Dotation à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs productifs	3	(23)	16	18	(30)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés	53	48	(13)	203	46
Dotation à la provision pour pertes de crédit	56	25	3	221	16
Frais autres que d'intérêt	1 269	1 289	1 312	3 788	3 716
Bénéfice avant impôt	709	855	842	2 292	2 610
Bénéfice net	653 \$	776 \$	698 \$	2 082 \$	2 111 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	962 \$	969 \$	1 065 \$	2 858 \$	3 026 \$
Marchés mondiaux	1 106	1 235	1 148	3 568	3 461
Autres	(34)	(35)	(56)	(125)	(145)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,1 %	13,6 %	12,3 %	11,8 %	13,4 %
Moyenne du total de l'actif	676 700 \$	648 900 \$	579 400 \$	656 500 \$	571 200 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	101 400	101 200	95 600	101 600	98 500
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	101 100	101 800	85 000	100 400	83 100
Moyenne des dépôts	76 900	79 100	73 000	78 300	69 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,19 %	(0,06)%	0,27 %	0,07 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2019 par rapport au T3 2018	T3 2019 par rapport au T2 2019	T3 2019 par rapport au T3 2018
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	13 \$	(18) \$	136 \$
Frais autres que d'intérêt	3	(15)	62
Bénéfice net	10	(1)	60
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	– %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	4 %	5 %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	1 %	2 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 s'est élevée à 111 millions de dollars (120 millions au 30 avril 2019; 157 millions au 31 juillet 2018) et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, elle a totalisé 338 millions (400 millions au 31 juillet 2018). Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2018.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net a fléchi de 45 millions de dollars, ou 6 %, ce qui témoigne surtout de la baisse des revenus tirés des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux ainsi que de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution du taux d'imposition effectif, laquelle reflète principalement des changements dans la composition du bénéfice, et par une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Le total des revenus s'est contracté de 123 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont fléchi de 103 millions de dollars, ou 10 %, à cause du repli des activités de syndication de prêts, essentiellement aux États-Unis et en Europe, ainsi que des activités de fusion et acquisition principalement au Canada, ce qui reflète le ralentissement des activités des clients et la contraction du total mondial des honoraires. Ces facteurs ont été atténués par la progression des revenus tirés des prêts dans toutes les régions, progression qu'a favorisée l'intensification de la demande émanant des clients.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont reculé de 42 millions de dollars, ou 4 %, à cause de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, principalement aux États-Unis, et du repli de ceux tirés de la négociation de produits de change dans toutes les régions. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

Les autres revenus ont monté de 22 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la baisse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 53 millions de dollars, ce qui a découlé surtout de l'augmentation de celle liée aux prêts douteux, en raison principalement de quelques comptes dans la période à l'étude, alors que celle constatée un an plus tôt reflétait des recouvrements plus élevés. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 27 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 43 millions de dollars, ou 3 %, ce qui reflète d'abord et avant tout une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net a fléchi de 123 millions de dollars, ou 16 %, à cause surtout du repli des activités de négociation de titres à revenu fixe, et ce, principalement aux États-Unis, et de celui des activités d'origination de prêts, essentiellement en Europe et aux États-Unis, ainsi que de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, principalement celle liée aux prêts productifs. Le repli des activités de négociation de titres de participation principalement en Amérique du Nord est un autre élément qui a fait reculer le bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est contracté de 29 millions de dollars, ou 1 %, ce qui traduit une baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été compensés en partie par le recul du taux d'imposition effectif, ce qui reflète pour l'essentiel des changements dans la composition du bénéfice, par l'incidence du change et par une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Le total des revenus a affiché un recul de 41 millions de dollars, ou 1 %, ce qui s'explique principalement par le ralentissement des activités de syndication de prêts surtout aux États-Unis et en Europe et de celles d'origination de titres de participation et de prêts, surtout en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change, par la baisse des coûts de financement résiduels, par la hausse des revenus tirés des prêts, principalement aux États-Unis, ainsi que par l'augmentation des profits tirés de la vente de certains titres de placement.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 205 millions de dollars, ce qui reflète essentiellement la hausse des dotations liées aux prêts douteux qui a été constatée, et ce, en raison principalement de quelques comptes. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 20 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 72 millions de dollars, ou 2 %, ce qui reflète d'abord et avant tout l'incidence du change et la hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, facteurs annulés en partie par une baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	22 \$	23 \$	(29)\$	76 \$	(68)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(111)	(107)	(95)	(334)	(312)
Total des revenus (1)	(89)	(84)	(124)	(258)	(380)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	-	(1)	-	(1)	-
Frais autres que d'intérêt	21	(2)	8	50	48
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(110)	(81)	(132)	(307)	(428)
Charge (économie) d'impôt (1)	(95)	(96)	(142)	(331)	(253)
Bénéfice net (perte nette) (2)	(15)\$	15 \$	10 \$	24 \$	(175)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 s'est chiffré à (1) million de dollars (1 million au 30 avril 2019; 7 millions au 31 juillet 2018) et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, il a été de néant (23 millions au 31 juillet 2018).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, déduction qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 s'est établi à 111 millions de dollars, comparativement à 120 millions au trimestre précédent et à 157 millions un an plus tôt. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, ce montant a été de 338 millions de dollars, comparativement à 400 millions un an auparavant.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2019

La perte nette s'est chiffrée à 15 millions de dollars, ce qui reflète surtout le montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteur contrebalancé en grande partie par les activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est dégagé à 15 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les activités de gestion actif-passif, facteur contrebalancé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

Troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est chiffré à 10 millions de dollars, ce qui a découlé surtout des activités de gestion actif-passif.

Troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est chiffré à 24 millions de dollars et a résulté principalement des activités de gestion actif-passif, facteur contrebalancé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

Troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette a atteint 175 millions de dollars, en raison principalement de la réforme fiscale américaine dont les effets se sont chiffrés à 178 millions, facteur neutralisé en partie par les activités de gestion actif-passif.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2019				2018			2017
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 546 \$	4 333 \$	4 418 \$	4 364 \$	4 284 \$	4 103 \$	4 165 \$	4 019 \$
Gestion de patrimoine	3 029	2 979	2 948	2 740	2 798	2 605	2 783	2 562
Assurances	1 463	1 515	1 579	1 039	1 290	806	1 144	1 612
Services aux investisseurs et de trésorerie	561	587	631	624	620	671	676	602
Marchés des Capitaux (2)	2 034	2 169	2 098	2 056	2 157	2 010	2 175	1 954
Services de soutien généraux (2)	(89)	(84)	(85)	(154)	(124)	(141)	(115)	(226)
Total des revenus	11 544 \$	11 499 \$	11 589 \$	10 669 \$	11 025 \$	10 054 \$	10 828 \$	10 523 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit (3)	425	426	514	353	346	274	334	234
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 046	1 160	1 225	494	925	421	836	1 137
Frais autres que d'intérêt	5 992	5 916	5 912	5 882	5 858	5 482	5 611	5 611
Bénéfice avant impôt	4 081 \$	3 997 \$	3 938 \$	3 940 \$	3 896 \$	3 877 \$	4 047 \$	3 541 \$
Impôt sur le résultat	818	767	766	690	787	817	1 035	704
Bénéfice net	3 263 \$	3 230 \$	3 172 \$	3 250 \$	3 109 \$	3 060 \$	3 012 \$	2 837 \$
Bénéfice par action – de base	2,23 \$	2,20 \$	2,15 \$	2,21 \$	2,10 \$	2,06 \$	2,02 \$	1,89 \$
– dilué	2,22	2,20	2,15	2,20	2,10	2,06	2,01	1,88
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 664 \$	1 549 \$	1 571 \$	1 538 \$	1 510 \$	1 459 \$	1 521 \$	1 404 \$
Gestion de patrimoine	639	585	597	553	578	537	597	491
Assurances	204	154	166	318	158	172	127	265
Services aux investisseurs et de trésorerie	118	151	161	155	155	212	219	156
Marchés des Capitaux	653	776	653	666	698	665	748	584
Services de soutien généraux	(15)	15	24	20	10	15	(200)	(63)
Bénéfice net	3 263 \$	3 230 \$	3 172 \$	3 250 \$	3 109 \$	3 060 \$	3 012 \$	2 837 \$
Taux d'imposition effectif	20,0 %	19,2 %	19,5 %	17,5 %	20,2 %	21,1 %	25,6 %	19,9 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,754 \$	0,751 \$	0,749 \$	0,767 \$	0,767 \$	0,778 \$	0,794 \$	0,792 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2018.

(3) En date du 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9 *Instruments financiers*. En vertu de cette norme, la dotation à la provision pour pertes de crédit est liée essentiellement aux prêts, aux acceptations et aux engagements ainsi qu'à tous les actifs financiers sauf ceux qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Avant l'adoption d'IFRS 9, la dotation à la provision pour pertes de crédit était uniquement liée aux prêts, aux acceptations et aux engagements. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, aux acceptations et aux engagements est composée de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (dotation à la provision pour pertes de crédit de stade 3, au sens d'IFRS 9, et dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, au sens d'IAS 39) et de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs (dotation à la provision pour pertes de crédit de stades 1 et 2, au sens d'IFRS 9, et dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts non encore désignés comme douteux, au sens d'IAS 39).

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux et des activités de gestion de placements du secteur Gestion de patrimoine.

Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, les résultats du premier trimestre de 2019 ont été affaiblis par des conditions de marché difficiles au début de ces trois mois. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

La forte croissance des volumes, l'élargissement des écarts depuis le début de la période et la progression des revenus tirés des services tarifés ont accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Dans l'ensemble, les revenus du secteur Gestion de patrimoine sont en hausse essentiellement en raison de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui a bénéficié des ventes nettes et de l'appréciation des marchés, ainsi que de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et de la croissance des volumes, ces facteurs ayant favorisé l'augmentation du revenu net d'intérêt pendant la période. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, a également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Depuis 2017, les revenus ont, en général, été soutenus par l'incidence de nouvelles ventes de rentes collectives, ce qui est en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International a également soutenu les revenus tout au long de 2018 ainsi qu'en 2019.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie sont touchés par les fluctuations des conditions de marché et des activités des clients. Ils se sont accrues dans le premier semestre de 2018 en raison de la plus grande volatilité des marchés, de la croissance des dépôts des clients, de l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs ainsi que de l'amélioration des résultats des activités de financement et de gestion des liquidités. Les revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ont été touchés par un nombre plus restreint d'occasions sur le marché monétaire dans le présent exercice et nos services d'administration d'actifs, par les conditions de marché difficiles qui ont prévalu dans la première moitié de 2019. Quant à ceux de la dernière partie de la période, ils ont été touchés par un repli des activités des clients et un recul des marges sur les dépôts des clients.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients dans nos secteurs Grandes entreprises et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Dans le deuxième trimestre de 2018, les activités d'origination de titres de participation ont été moins nombreuses à cause du ralentissement des marchés, les activités de négociation de titres à revenu fixe ont diminué dans toutes les régions et les revenus tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis ont fléchi. Quant au recul enregistré au quatrième trimestre de 2018, il a découlé surtout de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. L'activité des clients en 2019 a été touchée par les conditions de marché difficiles, ce qui s'est traduit par un repli des produits tirés des frais bancaires d'investissement dans l'ensemble du secteur. Le troisième trimestre a été caractérisé par une réduction des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation.

Le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9, ce qui a mené à la constatation d'une dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs financiers productifs. Cette dotation a fluctué au cours de la période puisqu'elle est touchée par des conditions macroéconomiques et la croissance des volumes. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés ont été moins élevées dans la majeure partie de 2018. Les résultats du quatrième trimestre de 2018 ont également subi les conséquences de la restructuration de portefeuilles à la Barbade. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts douteux ont été plus élevées au premier semestre de 2019, et ce, en raison principalement de quelques comptes des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles puisqu'elles reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de l'expansion des activités et ont fluctué en raison de la sinistralité liée aux placements et des volumes de sinistres au cours de la période. Depuis la fin de 2018, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont été touchés positivement par les renégociations de contrats de réassurance fructueuses. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les résultats au chapitre des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt ont, en général, augmenté au cours de la période, ce qui rend surtout compte d'une hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de nos investissements continus dans la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique. L'accroissement des coûts liés à la réglementation a influé sur les chiffres de l'exercice 2018, et la baisse enregistrée dans les deuxième et quatrième trimestres de cet exercice reflétait principalement la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été en grande partie compensée dans les revenus. La hausse graduelle qui est survenue dans les trois premiers trimestres de l'exercice 2019 reflète l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de divers niveaux d'ajustements fiscaux et des changements dans la composition du bénéfice. Le premier trimestre de 2018 a ressenti les effets négatifs de la réforme fiscale américaine, laquelle a donné lieu à une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé. Cependant, ce facteur a été plus qu'annulé en 2018 par la baisse continue du taux d'imposition des sociétés. Les résultats du premier trimestre de 2019 tenaient compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2019	31 octobre 2018
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	26 863 \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 553	36 471
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	240 661	222 866
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 640	294 602
Prêts		
Prêts de détail	416 583	399 452
Prêts de gros	198 941	180 278
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 131)	(2 912)
Autres – Dérivés	98 774	94 039
– Autres (2)	87 009	79 729
Total de l'actif	1 406 893 \$	1 334 734 \$
Passif		
Dépôts	881 211 \$	837 046 \$
Autres – Dérivés	96 857	90 238
– Autres (2)	336 629	318 364
Débiteures subordonnées	9 818	9 131
Total du passif	1 324 515	1 254 779
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	82 279	79 861
Participations ne donnant pas le contrôle	99	94
Total des capitaux propres	82 378	79 955
Total du passif et des capitaux propres	1 406 893 \$	1 334 734 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le total de l'actif a augmenté de 72 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport à celui au 31 octobre 2018, et le change l'a haussé de 12 milliards.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont baissé de 3 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement du repli des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 5 milliards de dollars, ou 13 %, résultat qui provient surtout du repli des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte des activités de gestion de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont accrus de 18 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction, reflet de conditions de marché favorables. La hausse des titres de créance d'État détenus à des fins de transaction et des titres d'emprunt de sociétés, hausse témoignant de nos activités, a également favorisé l'accroissement précité.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés se sont accrus de 15 milliards de dollars, ou 5 %, en raison de l'activité des clients, ce qui a été atténué par une compensation financière plus importante.

Les prêts ont augmenté de 36 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la croissance des volumes, ce qui a contribué à accroître les prêts de gros et les prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont monté de 5 milliards de dollars, ou 5 %, à cause principalement de l'incidence du change et de l'augmentation des contrats de taux d'intérêt, ce qui a été atténué par la baisse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 9 %, ce qui reflète surtout l'augmentation des garanties en espèces qui ont été exigées. L'accroissement des créances sur les activités de négociation ainsi que les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, stimulés par la demande émanant des clients, ont également contribué à cette augmentation.

Le total du passif a crû de 70 milliards de dollars, ou 6 %, et le change l'a alourdi de 12 milliards.

Les dépôts ont augmenté de 44 milliards de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la hausse des dépôts des entreprises et de ceux de détail qui a résulté de l'intensification des activités des clients.

Les passifs dérivés ont affiché une hausse de 7 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'incidence du change et à l'augmentation de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt, facteur atténué par le repli de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 6 %, du fait principalement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, hausse découlant de l'intensification des activités des clients et des besoins de financement, ce qui a été neutralisé en partie par une compensation financière plus importante.

Le total des capitaux propres a monté de 2 milliards de dollars, ou 3 %, ce qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes, l'incidence de la baisse des taux d'actualisation sur la réévaluation de nos régimes d'avantages du personnel et les rachats d'actions privilégiées.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019. Nos transactions hors bilan significatives sont décrites aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2018.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun. Le risque de crédit peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal, indirectement d'un débiteur secondaire, d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel ou d'un risque transactionnel.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018.

Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						30 avril 2019
	31 juillet 2019						
	Risque de crédit (1)			Risque de contrepartie (2)			
	Montant au bilan	Montant hors bilan (3)		Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total	
Engagements inutilisés		Autres (4)					
Prêts de détail							
Prêts résidentiels garantis (5)	310 116 \$	64 094 \$	– \$	– \$	– \$	374 210 \$	365 995 \$
Prêts renouvelables admissibles (6)	26 307	71 488	–	–	–	97 795	95 807
Autres prêts de détail	59 175	15 290	72	–	–	74 537	71 701
Total des prêts de détail	395 598 \$	150 872 \$	72 \$	– \$	– \$	546 542 \$	533 503 \$
Prêts de gros							
Exploitations agricoles	8 979 \$	1 874 \$	38 \$	– \$	72 \$	10 963 \$	10 808 \$
Industrie automobile	10 541	6 605	362	–	998	18 506	18 822
Services bancaires	43 334	1 938	600	47 177	16 742	109 791	122 097
Consommation discrétionnaire	15 558	8 691	557	–	461	25 267	25 442
Biens de consommation de base	5 078	7 162	360	–	1 100	13 700	13 405
Pétrole et gaz	7 678	11 057	1 386	–	1 682	21 803	21 597
Services financiers	27 610	20 892	2 670	118 117	18 431	187 720	185 396
Produits de financement	320	860	504	119	599	2 402	3 532
Produits forestiers	1 472	681	116	–	33	2 302	2 229
Administrations publiques	101 038	7 499	1 431	3 920	6 888	120 776	122 573
Produits industriels	7 582	8 721	570	–	652	17 525	17 022
Technologie de l'information	5 351	5 349	214	–	2 945	13 859	15 466
Placements	16 135	907	402	12	261	17 717	17 988
Mines et métaux	1 977	4 234	883	–	212	7 306	7 444
Travaux publics et infrastructure	2 040	1 712	488	–	193	4 433	4 308
Immobilier et autres	59 676	11 807	1 342	–	695	73 520	72 701
Autres services	24 683	11 046	1 030	35	1 483	38 277	37 375
Télécommunications et médias	8 605	9 782	111	–	1 842	20 340	20 620
Transport	5 845	6 549	2 102	–	1 667	16 163	15 682
Services publics	8 766	19 758	4 231	–	3 056	35 811	35 441
Autres secteurs	1 794	453	1	14	19 384	21 646	21 650
Total des prêts de gros	364 062 \$	147 577 \$	19 398 \$	169 394 \$	79 396 \$	779 827 \$	791 598 \$
Risque total (7)	759 660 \$	298 449 \$	19 470 \$	169 394 \$	79 396 \$	1 326 369 \$	1 325 101 \$
Par secteur géographique (8)							
Canada	542 331 \$	217 583 \$	9 771 \$	66 205 \$	36 072 \$	871 962 \$	862 695 \$
États-Unis	140 146	59 667	8 099	54 374	17 211	279 497	270 134
Europe	45 605	18 232	1 439	43 443	21 938	130 657	146 789
Autres pays	31 578	2 967	161	5 372	4 175	44 253	45 483
Risque total (7)	759 660 \$	298 449 \$	19 470 \$	169 394 \$	79 396 \$	1 326 369 \$	1 325 101 \$

- (1) L'ECD liée aux expositions standard est présentée déduction faite de la correction de valeur des actifs dépréciés, et l'ECD associée aux expositions fondées sur des notations internes est présentée avant déduction de la correction de valeur pour pertes de crédit et des sorties du bilan partielles, conformément aux définitions données dans la réglementation.
- (2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires.
- (3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion du crédit.
- (4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.
- (5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.
- (6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts.
- (7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes.
- (8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le risque de crédit total s'est accru de 1 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la croissance des prêts et acceptations, ce qui a été essentiellement contrebalancé par l'incidence du change, la réduction des mises en pension de titres et la diminution des dérivés.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a augmenté de 13 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est surtout attribuable à la croissance enregistrée par nos portefeuilles de prêts résidentiels garantis et autres portefeuilles de détail.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a baissé de 12 milliards de dollars, ou 1 %, surtout en raison de l'incidence du change, de la réduction des mises en pension de titres et de la diminution des dérivés, ce qui a été atténué par la croissance des prêts et acceptations.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit est demeuré sensiblement le même qu'au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 66 %, 21 %, 10 % et 3 % (respectivement à 65 %, 21 %, 11 % et 3 % au 30 avril 2019).

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux								30 avril 2019
	31 juillet 2019								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	7 707 \$	13 657 \$	462 \$	3 303 \$	14 713 \$	2 863 \$	7 552 \$	25 129 \$	27 592 \$
Allemagne	1 684	7 583	11	469	6 501	1 282	1 965	9 747	9 533
France	887	7 932	54	322	1 343	6 747	1 105	9 195	10 556
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	10 278 \$	29 172 \$	527 \$	4 094 \$	22 557 \$	10 892 \$	10 622 \$	44 071 \$	47 681 \$
Irlande	825 \$	46 \$	362 \$	45 \$	514 \$	2 \$	762 \$	1 278 \$	1 329 \$
Italie	55	84	–	19	82	14	62	158	171
Portugal	–	24	23	1	25	–	23	48	11
Espagne	412	158	–	32	129	5	468	602	671
Total – pays périphériques	1 292 \$	312 \$	385 \$	97 \$	750 \$	21 \$	1 315 \$	2 086 \$	2 182 \$
Luxembourg (4)	2 339 \$	5 754 \$	234 \$	40 \$	1 816 \$	5 244 \$	1 307 \$	8 367 \$	10 072 \$
Pays-Bas (4)	702	950	65	333	957	10	1 083	2 050	1 800
Norvège	208	2 306	6	37	2 293	2	262	2 557	2 108
Suède	269	2 781	16	44	2 304	517	289	3 110	4 284
Suisse	1 057	5 814	163	262	805	5 528	963	7 296	5 504
Autres	1 751	2 417	147	429	1 480	1 518	1 746	4 744	4 348
Total – autres pays d'Europe	6 326 \$	20 022 \$	631 \$	1 145 \$	9 655 \$	12 819 \$	5 650 \$	28 124 \$	28 116 \$
Risque net lié à l'Europe (5)	17 896 \$	49 506 \$	1 543 \$	5 336 \$	32 962 \$	23 732 \$	17 587 \$	74 281 \$	77 979 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 130,9 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (134,9 milliards au 30 avril 2019) et 13,1 milliards à l'égard des dérivés (9,7 milliards au 30 avril 2019).

(3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 11,4 milliards de dollars (13,7 milliards au 30 avril 2019), des dépôts de 22,5 milliards (24,7 milliards au 30 avril 2019) et des titres comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 15,6 milliards (16,5 milliards au 30 avril 2019).

(4) Exclut un risque de 2,5 milliards de dollars (2,1 milliards au 30 avril 2019) lié aux organismes supranationaux.

(5) Reflète une tranche de 1,1 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,2 milliard au 30 avril 2019).

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le risque de crédit net lié à l'Europe a diminué de 3,7 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la baisse des titres détenus à des fins de transaction, et ce, principalement au Royaume-Uni, ainsi que du recul des dépôts auprès de banques centrales principalement au Luxembourg, ce qui a été atténué par la hausse des dérivés surtout au Royaume-Uni.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 40 millions de dollars pour le trimestre à l'étude. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts a été de 21 p.b., en hausse de 5 p.b. en regard du trimestre précédent, ce qui est en grande partie imputable à un seul compte.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2019					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 639 \$	53 %	6 877 \$	47 %	14 516 \$	1 860 \$
Québec	12 663	37	21 163	63	33 826	3 548
Ontario	36 881	30	87 546	70	124 427	16 815
Alberta	20 627	54	17 660	46	38 287	6 436
Saskatchewan et Manitoba	8 942	50	8 989	50	17 931	2 399
Colombie-Britannique et territoires	14 927	29	35 902	71	50 829	8 456
Total – Canada (3)	101 679 \$	36 %	178 137 \$	64 %	279 816 \$	39 514 \$
États-Unis (4)	–	–	15 980	100	15 980	1 683
Autres pays (4)	6	–	3 173	100	3 179	1 284
Total – pays	6 \$	– %	19 153 \$	100 %	19 159 \$	2 967 \$
Total	101 685 \$	34 %	197 290 \$	66 %	298 975 \$	42 481 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2019					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 542 \$	53 %	6 681 \$	47 %	14 223 \$	1 876 \$
Québec	12 575	39	19 883	61	32 458	3 622
Ontario	36 960	31	83 228	69	120 188	16 796
Alberta	20 407	54	17 236	46	37 643	6 526
Saskatchewan et Manitoba	8 877	50	8 709	50	17 586	2 442
Colombie-Britannique et territoires	14 969	30	34 727	70	49 696	8 375
Total – Canada (3)	101 330 \$	37 %	170 464 \$	63 %	271 794 \$	39 637 \$
États-Unis (4)	–	–	15 130	100	15 130	2 040
Autres pays (4)	7	–	3 205	100	3 212	1 421
Total – pays	7 \$	– %	18 335 \$	100 %	18 342 \$	3 461 \$
Total	101 337 \$	35 %	188 799 \$	65 %	290 136 \$	43 098 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 280 milliards de dollars (272 milliards au 30 avril 2019) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 256 milliards (248 milliards au 30 avril 2019) et des prêts hypothécaires commerciaux de 7 milliards (7 milliards au 30 avril 2019), dont une tranche de 4 milliards (4 milliards au 30 avril 2019) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 17 milliards (17 milliards au 30 avril 2019) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2019, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens se chiffraient à 39 milliards de dollars (40 milliards au 30 avril 2019). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 30 avril 2019) sont garanties par un privilège de premier rang grevant la propriété, et seulement 7 % (7 % au 30 avril 2019) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêts prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2019			30 avril 2019		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	72 %	39 %	69 %	71 %	41 %	69 %
De 25 à 30 ans	23	61	26	23	59	25
De 30 à 35 ans	4	–	4	4	–	4
Plus de 35 ans	1	–	1	2	–	2
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2019		le 30 avril 2019		le 31 juillet 2019	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	75 %	72 %	75 %	73 %	74 %
Québec	72	74	71	73	72	73
Ontario	70	68	70	68	70	68
Alberta	73	72	72	71	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	74	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	68	65	67	64	67	64
États-Unis	74	n.s.	73	n.s.	74	n.s.
Autres pays	71	n.s.	71	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	71 %	69 %	70 %	68 %	70 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	57 %	50 %	57 %	50 %	57 %	50 %

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.
- (2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.
- (3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.
- (5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.
- (6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.
- n.s. non significatif

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 30 avril 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	345 \$	385 \$	330 \$	1 077 \$	948 \$
Gestion de patrimoine	27	30	3	83	(19)
Marchés des Capitaux	56	27	4	226	20
Services de soutien généraux et autres	1	(1)	1	–	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	429 \$	441 \$	338 \$	1 386 \$	950 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers	(4)	(15)	8	(21)	4
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	425 \$	426 \$	346 \$	1 365 \$	954 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	23 \$	30 \$	44 \$	86 \$	90 \$
Prêts de gros	7	(24)	46	43	(11)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	30 \$	6 \$	90 \$	129 \$	79 \$
Prêts de détail	275 \$	258 \$	259 \$	802 \$	763 \$
Prêts de gros	124	177	(11)	455	108
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	399 \$	435 \$	248 \$	1 257 \$	871 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	429 \$	441 \$	338 \$	1 386 \$	950 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,29 %	0,23 %	0,30 %	0,23 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,29 %	0,17 %	0,27 %	0,21 %

Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	7 \$	6 \$	10 \$	23 \$	27 \$
Prêts aux particuliers	118	116	117	355	337
Prêts sur cartes de crédit	128	122	115	366	341
Prêts aux petites entreprises	11	9	9	25	24
Prêts de détail	264	253	251	769	729
Prêts de gros	62	113	3	216	58
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	326 \$	366 \$	254 \$	985 \$	787 \$
États-Unis					
Prêts de détail	4 \$	1 \$	1 \$	7 \$	3 \$
Prêts de gros	16	48	7	174	30
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	20 \$	49 \$	8 \$	181 \$	33 \$
Autres pays					
Prêts de détail	7 \$	4 \$	7 \$	26 \$	31 \$
Prêts de gros	46	16	(21)	65	20
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	53 \$	20 \$	(14) \$	91 \$	51 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	399 \$	435 \$	248 \$	1 257 \$	871 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 425 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 429 millions de dollars, ayant augmenté de 91 millions, ou 27 %, sur un an à cause de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 27 p.b., ce qui dénote une augmentation de 4 p.b., et celui de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est situé à 25 p.b., s'étant accru de 8 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 30 millions de dollars a fléchi de 60 millions, ce qui a découlé surtout de la baisse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 399 millions de dollars, a augmenté de 151 millions en raison de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 15 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens, soit principalement ceux des portefeuilles de prêts aux entreprises. Ce facteur a été atténué par la baisse des dotations liées aux prêts productifs des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, puisque celles enregistrées un an plus tôt reflétaient l'évolution défavorable des facteurs macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 24 millions de dollars du fait de la hausse des dotations liées aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et ce, en raison principalement de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 52 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts douteux, et ce, en raison principalement de quelques comptes, alors que la dotation inscrite un an plus tôt reflétait des recouvrements plus élevés. Ces facteurs ont été atténués par le recul des dotations liées aux prêts productifs dans l'exercice en cours.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 429 millions de dollars, ayant fléchi de 12 millions, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la baisse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, baisse neutralisée en partie par la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a baissé de 2 p.b. et celui de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a fléchi de 4 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, qui a totalisé 30 millions de dollars, s'est accrue de 24 millions, et ce, à cause surtout de la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 399 millions de dollars, s'est repliée de 36 millions en regard du trimestre précédent en raison surtout de la baisse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 40 millions de dollars étant donné que celle du trimestre précédent tenait compte d'un montant plus élevé de dotations liées aux prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens, et ce, en raison principalement de quelques comptes de nos portefeuilles de prêts aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 29 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à l'évolution défavorable des facteurs macroéconomiques, en regard du trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 1 365 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 1 386 millions de dollars, ayant augmenté de 436 millions, ou 46 %, sur un an en raison de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est accru de 7 p.b. et celui de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 6 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, laquelle a totalisé 129 millions de dollars, s'est accrue de 50 millions, ce qui vient de la hausse des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la baisse de celles du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 1 257 millions de dollars, a dépassé de 386 millions celle inscrite un an plus tôt, ce qui est principalement imputable à la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 129 millions de dollars, ce qui rend compte de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens en raison de quelques comptes des portefeuilles de prêts aux entreprises. Ce facteur a été atténué par la baisse des dotations liées aux prêts productifs par suite d'une migration du crédit positive pour les portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles et de l'évolution favorable, sur un an, des facteurs macroéconomiques touchant les portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 102 millions de dollars, et ce, surtout en ce qui a trait à ceux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 54 millions de dollars, ce qui est en grande partie imputable au fait que les remboursements et les arrivées à échéance avaient été plus élevés un an plus tôt. Les résultats de l'exercice à l'étude reflètent également l'évolution défavorable, sur un an, des facteurs macroéconomiques. De plus, la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accrue de 48 millions de dollars, et ce, en raison principalement de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 206 millions de dollars, ce qui vient principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux, et ce, en raison principalement de quelques comptes. L'augmentation des dotations liées aux prêts productifs à laquelle a donné lieu l'évolution défavorable, sur un an, des facteurs macroéconomiques a également contribué à l'augmentation précitée.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 704 \$	1 786 \$	1 632 \$
Gestion de patrimoine	258	243	194
Marchés des Capitaux	1 028	1 013	495
Services de soutien généraux et autres	—	—	—
Total du montant brut des prêts douteux	2 990 \$	3 042 \$	2 321 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	727 \$	763 \$	710 \$
Prêts de gros	664	630	383
Montant brut des prêts douteux	1 391	1 393	1 093
États-Unis (1)			
Prêts de détail	31 \$	31 \$	32 \$
Prêts de gros	929	969	354
Montant brut des prêts douteux	960	1 000	386
Autres pays (1)			
Prêts de détail	302 \$	324 \$	336 \$
Prêts de gros	337	325	506
Montant brut des prêts douteux	639	649	842
Total du montant brut des prêts douteux	2 990 \$	3 042 \$	2 321 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	3 042 \$	2 782 \$	2 655 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	686	1 162	387
Remboursements nets (2)	(223)	(129)	(249)
Montants sortis du bilan	(437)	(501)	(395)
Autres (2), (3)	(78)	(272)	(77)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 990 \$	3 042 \$	2 321 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,47 %	0,49 %	0,40 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,37 %	0,40 %	0,38 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,29 %	0,26 %
Services bancaires dans les Antilles	5,72 %	6,23 %	6,63 %
Gestion de patrimoine	0,39 %	0,38 %	0,34 %
Marchés des Capitaux	1,02 %	0,99 %	0,57 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux remboursements nets, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus, aux écarts de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 990 millions de dollars, ayant augmenté de 669 millions, ou 29 %, par rapport à il y a un an, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 47 p.b., s'est accru de 7 p.b., ce qui rend principalement compte de l'accroissement des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est alourdi de 72 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de l'augmentation des prêts douteux des portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, augmentation contrebalancée en partie par la baisse des prêts douteux des portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 64 millions de dollars, ou 33 %, ce qui reflète essentiellement la hausse des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et ce, en raison principalement de quelques comptes.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a bondi de 533 millions de dollars, ou 108 %, et ce, en raison principalement de quelques comptes de clients évoluant dans certains secteurs d'activité.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 52 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 47 p.b., s'est amélioré de 2 p.b., ce qui reflète principalement la baisse des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi de 82 millions de dollars, ou 5 %, et ce, grâce principalement à des remboursements dans le secteur Services bancaires dans les Antilles et aux sorties du bilan constatées dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 15 millions de dollars, ou 6 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'accroissement des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), accroissement qui est imputable à quelques comptes et qui a été atténué par les remboursements.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 15 millions de dollars, ou 1 %, puisque les nouveaux prêts douteux ont été neutralisés en partie par les remboursements.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 671 \$	2 692 \$	2 523 \$
Gestion de patrimoine	243	218	196
Marchés des Capitaux	405	378	335
Services de soutien généraux et autres	2	2	3
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	3 321 \$	3 290 \$	3 057 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers	51	56	113
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	3 372 \$	3 346 \$	3 170 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	1 839 \$	1 818 \$	1 724 \$
Prêts de gros	678	677	614
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	2 517 \$	2 495 \$	2 338 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	804	795	719

Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts de détail	174 \$	169 \$	161 \$
Prêts de gros	163	192	104
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	337 \$	361 \$	265 \$
États-Unis			
Prêts de détail	2 \$	– \$	1 \$
Prêts de gros	137	141	126
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	139 \$	141 \$	127 \$
Autres pays			
Prêts de détail	168 \$	169 \$	171 \$
Prêts de gros	160	124	156
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	328 \$	293 \$	327 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	804 \$	795 \$	719 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 372 millions de dollars, en hausse de 202 millions, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui reflète une augmentation de 264 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts et une baisse de 62 millions de celle liée aux autres actifs financiers.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 517 millions de dollars, s'est accrue de 179 millions par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui rend compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, augmentation qui a résulté principalement de la croissance des volumes et de l'évolution défavorable sur un an des facteurs macroéconomiques.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 804 millions de dollars a augmenté de 85 millions sur un an à cause surtout de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers a fléchi de 62 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la restructuration de titres à la Barbade dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 372 millions de dollars, dépassant ainsi de 26 millions, ou 1 %, celui constaté au trimestre précédent, ce qui est essentiellement imputable à la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2018. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (« VAR ») et la valeur à risque en période de tensions (« VAR en période de tensions »).

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, nous évaluons deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2018. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2018.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2019				30 avril 2019		31 juillet 2018	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	18 \$	17 \$	24 \$	11 \$	14 \$	15 \$	11 \$	10 \$
Change	3	4	5	2	4	4	4	5
Marchandises	3	1	3	1	1	1	2	2
Taux d'intérêt (1)	14	14	16	12	15	13	10	17
Risque de crédit spécifique (2)	4	4	5	4	5	5	4	5
Effet de diversification (3)	(16)	(17)	n.s.	n.s.	(21)	(18)	(15)	(17)
VAR liée à la gestion du risque de marché	26 \$	23 \$	29 \$	17 \$	18 \$	20 \$	16 \$	22 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	113 \$	106 \$	123 \$	84 \$	86 \$	96 \$	57 \$	66 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2019				31 juillet 2018	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	18 \$	18 \$	30 \$	11 \$	11 \$	14 \$
Change	3	5	13	2	4	4
Marchandises	3	2	4	1	2	2
Taux d'intérêt (1)	14	14	19	11	10	18
Risque de crédit spécifique (2)	4	5	6	4	4	5
Effet de diversification (3)	(16)	(18)	n.s.	n.s.	(15)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché	26 \$	26 \$	45 \$	15 \$	16 \$	25 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	113 \$	109 \$	161 \$	79 \$	57 \$	81 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

n.s. non significatif

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché, qui s'est établie à 23 millions de dollars, est restée relativement stable, l'incidence du risque accru lié aux dérivés sur actions au cours du troisième trimestre de 2019 ayant été contrebalancée par la diminution de la moyenne des placements des portefeuilles de titres à revenu fixe et des autres portefeuilles.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 106 millions de dollars, en hausse de 40 millions par rapport à il y a un an en raison surtout de la croissance de certains portefeuilles de titres à revenu fixe et de l'augmentation du risque lié aux dérivés sur actions mentionnée précédemment.

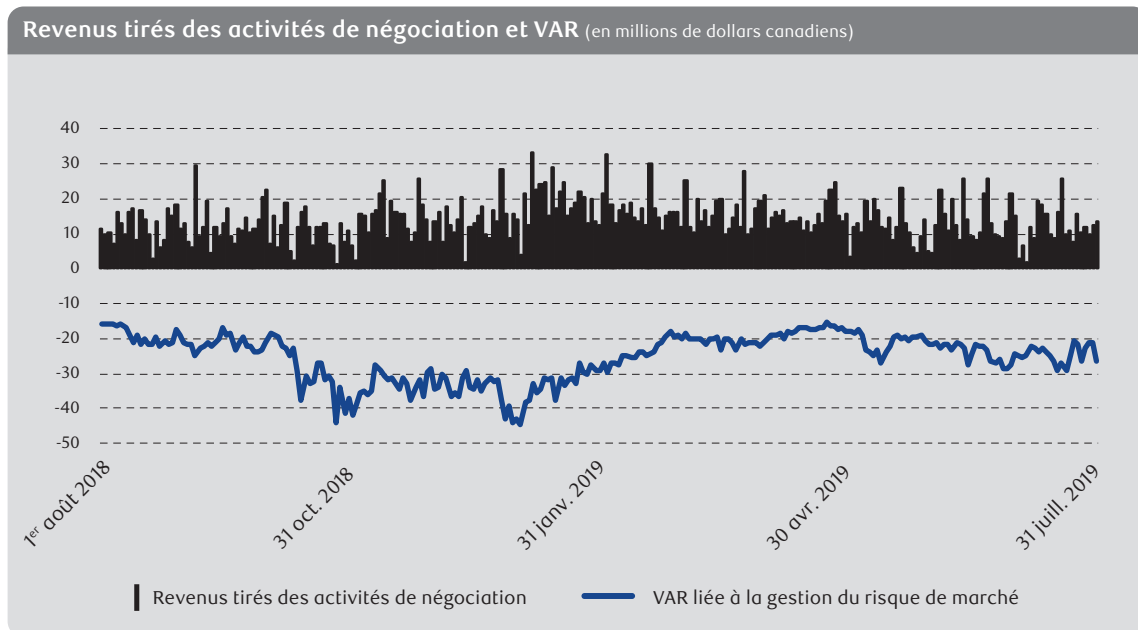
Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 23 millions de dollars, en hausse de 3 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 106 millions de dollars, en hausse de 10 millions, du fait essentiellement de l'augmentation du risque lié aux dérivés sur actions et de la croissance de certains portefeuilles de titres à revenu fixe.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché est restée stable, à 26 millions de dollars, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 109 millions de dollars, en hausse de 28 millions sur un an, ces deux résultats étant attribuables aux facteurs mentionnés ci-dessus.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 juillet 2019 et le 30 avril 2019.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans les revenus de placement compris dans le total des revenus à l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2019, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 11,4 milliards de dollars, en hausse par rapport à 11,0 milliards au trimestre précédent, et les actifs à l'appui des passifs se situaient à 9,8 milliards de dollars, en hausse par rapport à 9,3 milliards au trimestre précédent.

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présupposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et des mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2019					30 avril 2019		31 juillet 2018		
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)		Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)					Total
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 276)\$	(9)\$	(1 285)\$	268 \$	119 \$	387 \$	(1 112)\$	469 \$	(997)\$	580 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 132	(526)	606	(392)	(156)	(548)	505	(612)	583	(667)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 juillet 2019, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 548 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse par rapport à 612 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 juillet 2019 aurait eu une incidence négative de 1 285 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en hausse par rapport à 1 112 millions au trimestre précédent. La variation de la sensibilité, d'un trimestre à l'autre, du revenu net d'intérêt et de la valeur économique des capitaux propres s'explique surtout par une croissance nette des actifs à taux fixe. Au troisième trimestre de 2019, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 54,2 milliards de dollars au 31 juillet 2019, comparativement à 54,9 milliards de dollars au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 6 millions de dollars au 31 juillet 2019, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 19 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 juillet 2019 s'établissait à 8,6 milliards de dollars, en hausse par rapport à 7,9 milliards au trimestre précédent. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,4 milliard de dollars au 31 juillet 2019, contre 0,5 milliard au trimestre précédent.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 2,3 milliards de dollars au 31 juillet 2019, en baisse par rapport à 2,4 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,3 milliards au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 2,2 milliards au trimestre précédent.

Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés utilisés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée et s'établissant à 1,3 milliard de dollars au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 0,9 milliard au 30 avril 2019, ainsi que des passifs dérivés de 1,8 milliard au 31 juillet 2019, ce qui correspond au montant de 1,8 milliard inscrit au trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer nos titres de placement et notre risque lié au taux d'intérêt structurel.

Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux swaps désignés comme couvertures des flux de trésorerie, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements, s'élevait à 10 millions de dollars au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 7 millions au 30 avril 2019.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt et des swaps de taux d'intérêt correspondants sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de participation dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Les actifs et passifs dérivés liés aux activités autres que de négociation comprennent également des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée, tous utilisés afin de gérer les risques liés aux dérivés non détenus à des fins de transaction. Les variations de la juste valeur de ces derniers sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. Les actifs dérivés s'établissaient à 1,0 milliard de dollars au 31 juillet 2019, en baisse par rapport à 1,5 milliard au 30 avril 2019, et les passifs dérivés se chiffraient à 0,5 milliard au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 0,4 milliard au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2019			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	26 863 \$	– \$	26 863 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 553	17 404	14 149	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	140 421	130 575	9 846	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	100 240	–	100 240	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 640	250 275	59 365	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	416 583	9 389	407 194	Taux d'intérêt
Prêts de gros	198 941	11 319	187 622	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 131)	–	(3 131)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 602	–	1 602	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	98 774	96 454	2 320	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	79 708	4 238	75 470	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	5 699			
Total de l'actif	1 406 893 \$	519 654 \$	881 540 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	881 211 \$	102 681 \$	778 530 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 602	–	1 602	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 602	33 602	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	220 027	213 818	6 209	Taux d'intérêt
Dérivés	96 857	94 590	2 267	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	74 661	8 664	65 997	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 818	–	9 818	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	6 737			
Total du passif	1 324 515 \$	453 355 \$	864 423 \$	
Total des capitaux propres	82 378 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 406 893 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 5 699 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 6 737 millions de dollars.

Au 30 avril 2019				
(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	33 041 \$	– \$	33 041 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	26 718	12 865	13 853	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	138 916	129 593	9 323	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	102 075	–	102 075	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 520	239 657	69 863	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	407 222	7 770	399 452	Taux d'intérêt
Prêts de gros	198 263	9 236	189 027	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 093)	–	(3 093)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 561	–	1 561	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	84 812	82 402	2 410	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	73 905	2 892	71 013	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	5 936			
Total de l'actif	1 378 876 \$	484 415 \$	888 525 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	864 101 \$	93 813 \$	770 288 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 561	–	1 561	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 049	34 049	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	223 980	218 288	5 692	Taux d'intérêt
Dérivés	82 168	79 957	2 211	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	76 895	8 814	68 081	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 360	–	9 360	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	4 816			
Total du passif	1 296 930 \$	434 921 \$	857 193 \$	
Total des capitaux propres	81 946 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 378 876 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 5 936 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 4 816 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2018.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 31 juillet 2019				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	26 863 \$	– \$	26 863 \$	2 846 \$	24 017 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 553	–	31 553	330	31 223
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	197 020	307 372	504 392	342 783	161 609
Autres titres	89 808	122 432	212 240	86 475	125 765
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	11 380	–	11 380	–	11 380
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	106 819	–	106 819	–	106 819
Autres actifs liquides (4)	23 190	–	23 190	22 746	444
Total des actifs liquides	486 633 \$	429 804 \$	916 437 \$	455 180 \$	461 257 \$

	Au 30 avril 2019				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	33 041 \$	– \$	33 041 \$	2 758 \$	30 283 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	26 718	–	26 718	335	26 383
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	193 628	291 472	485 100	329 956	155 144
Autres titres	89 309	129 715	219 024	97 427	121 597
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	11 217	–	11 217	–	11 217
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	102 507	–	102 507	–	102 507
Autres actifs liquides (4)	19 466	–	19 466	19 072	394
Total des actifs liquides	475 886 \$	421 187 \$	897 073 \$	449 548 \$	447 525 \$

	Aux	
	31 juillet 2019	30 avril 2019
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	226 881 \$	215 759 \$
Succursales à l'étranger	71 360	73 112
Filiales	163 016	158 654
Total des actifs liquides non grevés	461 257 \$	447 525 \$

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la FRBNY afin de déterminer la valeur de la garantie ou la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est tributaire du respect des exigences établies par la FRBNY. En outre, il est entendu que les emprunts sont rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (3) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Ce programme n'est pas considéré comme une source de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché. Le solde comprend également nos prêts hypothécaires non grevés admissibles en tant que garanties auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).
- (4) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés des capitaux; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total des actifs liquides s'est accru de 19 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout d'une augmentation des titres reçus en garantie aux termes de transactions sur swaps de garantie et de conventions de revente. Ont aussi contribué à cette augmentation, les autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte découlant de l'accroissement des soldes des prêts hypothécaires résidentiels admissibles auprès d'une FHLB et de l'augmentation des garanties en trésorerie reçues au titre des marges. L'augmentation des garanties obtenues a cependant été annulée par une hausse correspondante des garanties accordées en lien avec des actifs liquides grevés en raison de transactions de swaps de garantie.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2019, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 28 % du total des actifs (28 % au 30 avril 2019).

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2019					30 avril 2019				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	2 846 \$	24 017 \$	– \$	26 863 \$	– \$	2 758 \$	30 283 \$	– \$	33 041 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	330	31 223	–	31 553	–	335	26 383	–	26 718
Titres										
Titres détenus à des fins de négociation	38 675	–	99 037	2 709	140 421	42 029	–	94 404	2 483	138 916
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	14 503	–	85 670	67	100 240	15 169	–	86 843	63	102 075
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	389 699	22 707	46 293	5 340	464 039	390 172	22 357	42 917	7 334	462 780
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	30 898	–	37 339	–	68 237	30 512	–	37 203	–	67 715
Prêts hypothécaires	42 155	–	20 552	168 031	230 738	41 021	–	17 284	164 116	222 421
Prêts autres qu'hypothécaires	7 245	–	63 275	47 088	117 608	7 351	–	62 032	47 703	117 086
Prêts de gros	–	–	35 338	163 603	198 941	–	–	34 994	163 269	198 263
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(3 131)	(3 131)	–	–	–	(3 093)	(3 093)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	1 602	1 602	–	–	–	1 561	1 561
Autres										
Dérivés	–	–	–	98 774	98 774	–	–	–	84 812	84 812
Autres (5)	22 746	–	444	62 217	85 407	19 072	–	394	60 375	79 841
Total de l'actif	545 921 \$	25 883 \$	443 188 \$	546 300 \$	1 561 292 \$	545 326 \$	25 450 \$	432 737 \$	528 623 \$	1 532 136 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Représente également nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garanties auprès d'une FHLB. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la FRBNY. Le programme d'aide d'urgence, les FHLB et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 22,7 milliards de dollars (22,4 milliards au 30 avril 2019) reçues dans le cadre de conventions de revente qui ne peuvent pas être redonnées en gage dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2019, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 578 milliards de dollars, ou 51 % du total du financement (571 milliards, ou 51 %, au 30 avril 2019). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Le 18 avril 2018, le ministère des Finances a publié ses règlements sur la recapitalisation interne en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (SADC) et de la *Loi sur les banques*, qui sont entrés en vigueur le 23 septembre 2018. La dette à long terme de premier rang émise avant par la Banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner à la SADC de convertir une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2019, la valeur notionnelle de la dette à long terme émise et en circulation assujettie à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 14 869 millions de dollars (8 533 millions au 30 avril 2019).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

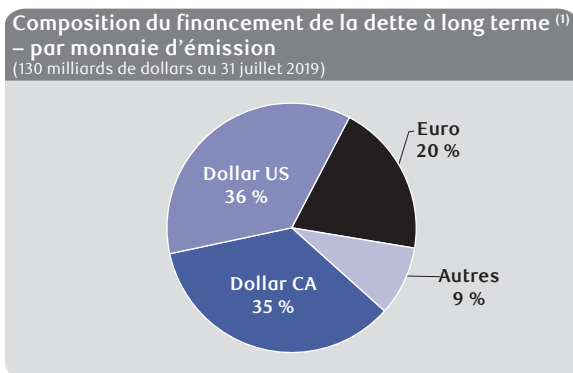
Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

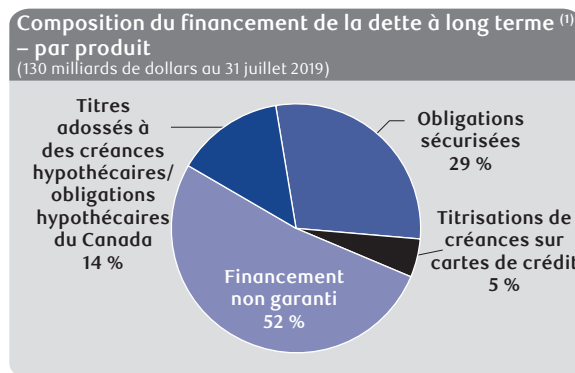
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US • Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros • Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2019							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	6 922 \$	– \$	– \$	389 \$	7 311 \$	– \$	– \$	7 311 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 331	11 726	12 298	25 743	55 098	2 177	–	57 275
Papier commercial adossé à des actifs (3)	2 671	3 956	4 808	4 395	15 830	–	–	15 830
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	1 520	1 227	2 260	14 057	19 064	25 369	26 510	70 943
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	81	297	1 578	543	2 499	2 345	4 400	9 244
Titrisation de prêts hypothécaires	–	588	524	2 167	3 279	3 462	10 936	17 677
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	3 912	–	6 293	10 205	13 361	21 967	45 533
Passif subordonné	99	–	2 000	971	3 070	1 500	5 269	9 839
Autres (7)	9 276	1 390	695	1 269	12 630	146	9 919	22 695
Total	25 900 \$	23 096 \$	24 163 \$	55 827 \$	128 986 \$	48 360 \$	79 001 \$	256 347 \$
Comprend :								
– Financement garanti	11 110 \$	9 069 \$	5 332 \$	12 855 \$	38 366 \$	16 823 \$	32 903 \$	88 092 \$
– Financement non garanti	14 790	14 027	18 831	42 972	90 620	31 537	46 098	168 255

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2019							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	6 925 \$	569 \$	188 \$	60 \$	7 742 \$	– \$	– \$	7 742 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 906	11 110	16 878	19 719	53 613	–	134	53 747
Papier commercial adossé à des actifs (3)	2 081	4 660	5 056	4 176	15 973	–	–	15 973
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	1 375	4 043	2 865	11 113	19 396	26 363	24 165	69 924
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	94	327	446	1 640	2 507	2 382	4 668	9 557
Titrisation de prêts hypothécaires	–	514	587	2 317	3 418	2 119	11 928	17 465
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	1 503	3 991	6 353	11 847	11 773	21 402	45 022
Passif subordonné	–	1 000	102	2 000	3 102	2 500	3 847	9 449
Autres (7)	9 796	3 310	1 221	803	15 130	156	9 968	25 254
Total	26 177 \$	27 036 \$	31 334 \$	48 181 \$	132 728 \$	45 293 \$	76 112 \$	254 133 \$
Comprend :								
– Financement garanti	10 777 \$	8 353 \$	10 706 \$	12 846 \$	42 682 \$	13 892 \$	33 331 \$	89 905 \$
– Financement non garanti	15 400	18 683	20 628	35 335	90 046	31 401	42 781	164 228

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 7 996 millions de dollars (8 094 millions au 30 avril 2019), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 878 millions (3 999 millions au 30 avril 2019), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 9 765 millions (9 811 millions au 30 avril 2019) et des avances de FHLB (garanties) de 1 056 millions (3 350 millions au 30 avril 2019).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2018.

Notations (1)

	Au 20 août 2019			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	AA	stable
DBRS (6)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente, ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 1^{er} août 2019, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 24 juin 2019, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 18 juin 2019, DBRS a révisé notre perspective, la faisant passer de positive à stable, a relevé la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA à AA (élevée) et a relevé la notation de notre dette à long terme de premier rang de AA (faible) à AA.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2019			30 avril 2019		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	169 \$	69 \$	125 \$	211 \$	70 \$	181 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	180	176	–	187	179	–

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2019		le 30 avril 2019	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité	s.o.	224 629 \$	s.o.	224 088 \$
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> (3)	258 989 \$	19 680	258 262 \$	19 749
<i>Dépôts moins stables</i>	88 841	2 665	86 823	2 605
<i>Dépôts moins stables</i>	170 148	17 015	171 439	17 144
Financement de gros non garanti, dont :	302 672	142 038	294 733	137 808
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	130 030	31 079	125 681	29 919
<i>Dépôts non opérationnels</i>	148 207	86 524	142 231	81 068
<i>Dettes non garanties</i>	24 435	24 435	26 821	26 821
Financement de gros garanti	s.o.	33 351	s.o.	35 654
Exigences supplémentaires, dont :	269 355	82 274	268 282	83 091
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	66 828	44 430	63 802	44 671
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	6 080	6 080	6 884	6 884
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	196 447	31 764	197 596	31 536
Autres obligations de financement contractuelles (5)	20 370	20 370	19 547	19 547
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	431 682	7 842	431 700	7 714
Total des sorties de trésorerie	s.o.	305 555 \$	s.o.	303 563 \$
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	327 511 \$	56 368 \$	302 587 \$	59 777 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	14 399	9 909	13 763	9 444
Autres entrées de trésorerie	55 667	55 667	57 747	57 747
Total des entrées de trésorerie	s.o.	121 944 \$	s.o.	126 968 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		224 629 \$		224 088 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		183 611		176 595
Ratio de liquidité à court terme		122 %		127 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).
- s.o. sans objet

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 82 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit

et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2019 s'est établie à 122 %, contre 127 % au trimestre précédent, ce qui correspond à un excédent d'environ 41 milliards de dollars. La diminution de cet excédent par rapport au trimestre précédent reflète essentiellement un changement dans la composition du financement et des activités.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2019									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	56 082 \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 333 \$	58 416 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	89 430	28	89	23	10	80	67	8 529	42 165	140 421
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 174	4 190	2 932	3 944	3 495	12 975	27 159	41 929	442	100 240
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	186 792	65 378	29 239	12 108	7 207	558	–	–	8 358	309 640
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	22 318	20 098	25 703	28 640	31 063	121 100	224 437	48 899	90 135	612 393
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 342	5 694	83	5	–	–	–	–	(23)	17 101
Dérivés	4 985	6 740	6 651	3 756	2 981	10 504	18 316	44 841	–	98 774
Autres actifs financiers	29 239	1 537	909	166	66	163	271	1 770	2 133	36 254
Total des actifs financiers	403 362 \$	103 666 \$	65 606 \$	48 642 \$	44 822 \$	145 380 \$	270 250 \$	145 968 \$	145 543 \$	1 373 239 \$
Autres actifs non financiers	2 554	1 453	847	98	298	1 151	1 483	1 713	24 057	33 654
Total de l'actif	405 916 \$	105 119 \$	66 453 \$	48 740 \$	45 120 \$	146 531 \$	271 733 \$	147 681 \$	169 600 \$	1 406 893 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	67 401 \$	37 914 \$	34 575 \$	41 881 \$	35 613 \$	38 605 \$	53 012 \$	16 655 \$	456 752 \$	782 408 \$
Emprunts garantis	3 348	6 223	6 180	6 916	3 530	9 364	18 752	5 588	–	59 901
Obligations sécurisées	1	2 986	–	4 825	–	13 493	11 925	5 672	–	38 902
Autres										
Acceptations	11 339	5 694	83	5	–	–	–	–	3	17 124
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 602	–	–	–	–	–	–	–	–	33 602
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	181 479	26 230	4 685	290	461	–	–	–	6 882	220 027
Dérivés	4 859	7 511	6 042	3 386	3 303	10 479	17 219	44 047	11	96 857
Autres passifs financiers	25 576	1 438	690	410	327	243	704	7 499	825	37 712
Débiteures subordonnées	100	–	–	–	–	–	317	9 401	–	9 818
Total des passifs financiers	327 705 \$	87 996 \$	52 255 \$	57 713 \$	43 234 \$	72 184 \$	101 929 \$	88 862 \$	464 473 \$	1 296 351 \$
Autres passifs non financiers	1 204	915	2 245	1 830	248	779	734	11 132	9 077	28 164
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	82 378	82 378
Total du passif et des capitaux propres	328 909 \$	88 911 \$	54 500 \$	59 543 \$	43 482 \$	72 963 \$	102 663 \$	99 994 \$	555 928 \$	1 406 893 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	435 \$	1 424 \$	2 915 \$	2 165 \$	2 843 \$	847 \$	5 303 \$	16 \$	42 \$	15 990 \$
Engagements en vertu de baux	69	136	200	198	196	715	1 578	3 004	–	6 096
Engagements de crédit	2 039	5 334	8 321	10 773	14 196	40 406	164 082	17 501	3 750	266 402
Autres engagements liés au crédit	487	1 098	1 436	1 624	1 874	207	598	7	93 824	101 155
Autres engagements	44	–	–	–	–	–	–	–	472	516
Total des éléments hors bilan	3 074 \$	7 992 \$	12 872 \$	14 760 \$	19 109 \$	42 175 \$	171 561 \$	20 528 \$	98 088 \$	390 159 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 30 avril 2019										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	57 442 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 314 \$	59 759 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	91 020	98	–	22	13	85	64	8 010	39 604	138 916
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 745	5 373	2 819	2 589	4 104	12 080	29 869	42 989	507	102 075
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	179 752	74 419	25 129	11 132	8 921	608	–	–	9 559	309 520
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	23 935	20 676	25 332	25 340	30 879	121 194	218 327	49 019	87 690	602 392
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 415	5 666	11	2	5	–	–	–	(26)	16 073
Dérivés	3 857	6 165	3 555	5 185	3 127	9 156	15 699	38 067	1	84 812
Autres actifs financiers	25 014	1 287	611	390	75	149	264	1 814	2 226	31 830
Total des actifs financiers	393 180 \$	113 687 \$	57 457 \$	44 660 \$	47 124 \$	143 272 \$	264 223 \$	139 899 \$	141 875 \$	1 345 377 \$
Autres actifs non financiers	2 080	1 352	35	1 014	333	1 503	1 482	1 468	24 232	33 499
Total de l'actif	395 260 \$	115 039 \$	57 492 \$	45 674 \$	47 457 \$	144 775 \$	265 705 \$	141 367 \$	166 107 \$	1 378 876 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	56 402 \$	40 044 \$	43 148 \$	33 069 \$	37 624 \$	37 183 \$	50 801 \$	16 205 \$	451 183 \$	765 659 \$
Emprunts garantis	2 689	6 277	7 458	4 043	5 420	6 827	21 373	6 432	–	60 519
Obligations sécurisées	–	1 505	3 048	–	4 851	12 515	12 265	3 739	–	37 923
Autres										
Acceptations	10 406	5 666	11	2	5	–	–	–	9	16 099
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 049	–	–	–	–	–	–	–	–	34 049
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	191 135	21 020	3 928	74	49	501	–	–	7 273	223 980
Dérivés	3 968	5 859	3 842	4 412	2 476	9 118	15 247	37 242	4	82 168
Autres passifs financiers	26 724	2 180	1 798	319	433	220	684	7 664	885	40 907
Débitures subordonnées	–	–	102	–	–	–	321	8 937	–	9 360
Total des passifs financiers	325 373 \$	82 551 \$	63 335 \$	41 919 \$	50 858 \$	66 364 \$	100 691 \$	80 219 \$	459 354 \$	1 270 664 \$
Autres passifs non financiers	1 117	944	81	3 304	285	713	765	10 600	8 457	26 266
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	81 946	81 946
Total du passif et des capitaux propres	326 490 \$	83 495 \$	63 416 \$	45 223 \$	51 143 \$	67 077 \$	101 456 \$	90 819 \$	549 757 \$	1 378 876 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	528 \$	2 421 \$	1 957 \$	3 023 \$	2 086 \$	1 144 \$	5 898 \$	62 \$	57 \$	17 176 \$
Engagements en vertu de baux	69	136	200	195	192	716	1 561	3 044	–	6 113
Engagements de crédit	2 460	5 004	7 629	9 382	14 389	37 045	165 072	18 321	2 608	261 910
Autres engagements liés au crédit	842	1 170	1 130	1 425	1 539	357	669	121	101 324	108 577
Autres engagements	98	–	–	–	–	–	–	–	482	580
Total des éléments hors bilan	3 997 \$	8 731 \$	10 916 \$	14 025 \$	18 206 \$	39 262 \$	173 200 \$	21 548 \$	104 471 \$	394 356 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires et de nous y préparer, ainsi que les réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion des fonds propres, se reporter à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation du rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019, du rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019 et du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, le BSIF a autorisé les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres liées au rajustement de la valeur du crédit, selon Bâle III, sur une période de cinq ans qui a pris fin le 31 décembre 2018. En date du 1^{er} janvier 2019, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit avaient été entièrement appliqués pour chaque catégorie de fonds propres, ce qui a fait en sorte que la valeur d'actif pondéré en fonction des risques était la même pour toutes les catégories. Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit appliqués aux fonds propres CET1, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres s'établissent à respectivement 80 %, 83 % et 86 %.

Nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale par le Conseil de stabilité financière (CSF). Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %. Puisque l'exigence imposée aux banques d'importance systémique intérieure est la même que celle que doivent respecter les banques d'importance systémique mondiale, soit 1 % de l'actif pondéré en fonction des risques, notre désignation en tant que banque d'importance systémique mondiale n'a eu aucune autre incidence sur l'exigence en matière d'absorption des pertes à prendre en compte dans le calcul de notre ratio CET1.

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le CSF à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une faillite. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1^{er} novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice Exigences de levier du BSIF. Le BSIF a émis un avis exigeant des banques d'importance systémique qu'elles maintiennent un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes de 23,5 % (compte tenu de la réserve pour stabilité intérieure révisée qui entrera en vigueur le 31 octobre 2019) tel qu'il est indiqué ci-dessous ainsi qu'un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 % au titre de leurs positions de levier. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'amélioration de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer de s'améliorer grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

Depuis le 1^{er} novembre 2018, nous sommes tenus d'adopter les révisions, prescrites par le BSIF, à la ligne directrice sur les normes de fonds propres concernant le cadre de titrisation et à l'approche standard pour le risque de contrepartie.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que les exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 juillet 2019	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	11,9 %	1,75 %	> 9,8 %
Fonds propres de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	13,0 %	1,75 %	> 11,3 %
Total des fonds propres	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	15,0 %	1,75 %	> 13,3 %
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,4 %	s.o.	> 3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) En 2018, le BSIF a exigé des banques qu'elles divulguent publiquement leur réserve pour stabilité intérieure conformément aux exigences du deuxième pilier. Avec prise d'effet le 30 avril 2019, le BSIF a rehaussé la réserve pour stabilité intérieure de 1,5 % à 1,75 % de l'actif pondéré en fonction des risques. Avec prise d'effet le 31 octobre 2019, le BSIF a de nouveau rehaussé la réserve pour stabilité intérieure pour la porter à 2,0 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

s.o. sans objet

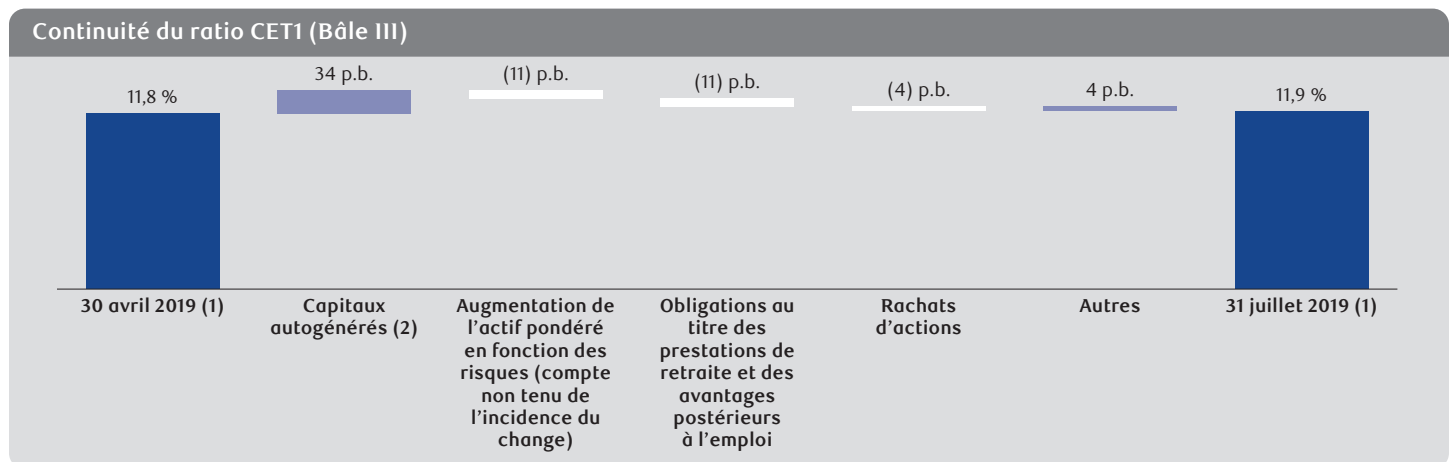
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 octobre 2018
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	60 938 \$	60 314 \$	57 001 \$
Fonds propres de première catégorie	66 615	65 992	63 279
Total des fonds propres	76 563	75 491	72 494
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)			
Aux fins du calcul du ratio CET1	510 664 \$	510 463 \$	495 528 \$
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	510 664	510 463	495 993
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 664	510 463	496 459
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend (1) :			
Risque de crédit	415 977 \$	414 523 \$	401 534 \$
Risque de marché	29 425	31 453	32 209
Risque opérationnel	65 262	64 487	62 716
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 664 \$	510 463 \$	496 459 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	11,9 %	11,8 %	11,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,0 %	12,9 %	12,8 %
Ratio du total des fonds propres	15,0 %	14,8 %	14,6 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 529,4 \$	1 521,2 \$	1 450,8 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit étaient de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2019



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 1,7 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est établi à 11,9 %, en hausse de 10 p.b. par rapport au trimestre dernier. Cette hausse reflète principalement les capitaux autogénérés, atténués par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, par l'incidence de la diminution des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et par les rachats d'actions.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 13,0 %, s'est hissé de 10 p.b. en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués ci-dessus à l'égard du ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres de 15,0 % a augmenté de 20 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio de fonds propres de première catégorie. Le ratio du total des fonds propres a également bénéficié de l'incidence favorable de l'émission nette de débentures subordonnées au cours du trimestre considéré.

Notre actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 0,2 milliard de dollars essentiellement en raison de l'expansion des activités de prêts de gros et de détail, contrebalancée en majeure partie par la baisse du risque de marché et par l'incidence du change.

Notre ratio de levier de 4,4 % a augmenté de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent, grâce surtout aux capitaux autogénérés, dont l'effet a été atténué par la progression des positions de levier et par l'incidence de la diminution des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. L'accroissement des positions de levier est essentiellement attribuable aux prêts, aux mises en pension de titres et aux autres actifs, ces facteurs ayant été atténués par une diminution des dérivés.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie				
Activités liées aux actions ordinaires				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	545	38 \$	1 230	87 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation	(1 914)	(24)	(5 705)	(70)
Émission d'actions privilégiées, série BO (2), (3)	–	–	14 000	350
Rachat d'actions privilégiées, série AD (2)	–	–	(10 000)	(250)
Rachat d'actions privilégiées, série AJ (2)	–	–	(13 579)	(339)
Rachat d'actions privilégiées, série AK (2)	–	–	(2 421)	(61)
Rachat d'actions privilégiées, série AL (2)	–	–	(12 000)	(300)
Fonds propres de deuxième catégorie				
Émission de débentures subordonnées échéant le 25 juillet 2029 (2), (3)		1 500		1 500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 17 juillet 2024 (2)		(1 000)		(1 000)

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, voir la note 9 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 23 février 2018, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires, offre qui a pris fin le 26 février 2019. Aux termes de cette offre, 9,7 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées, pour un prix total d'environ 947 millions de dollars.

Le 27 février 2019, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, qui a commencé le 1^{er} mars 2019 et qui prendra fin le 29 février 2020 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre. Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, depuis son lancement, a été d'environ 2,0 millions, pour un prix d'environ 208 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, un total d'environ 1,9 million d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées aux termes de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 197 millions de dollars.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, un total d'environ 5,7 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées aux termes de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 556 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 24 février 2019, nous avons racheté la totalité des 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif de série AK, la totalité des 13,6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AJ, ainsi que la totalité des 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AL, au prix de 25 \$ chacune.

Le 17 juillet 2019, nous avons racheté la totalité des 1 000 millions de dollars de nos débentures subordonnées à 3,04 % relatives aux FPUNV en circulation échéant le 17 juillet 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 25 juillet 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débentures portent intérêt au taux fixe de 2,74 % par année jusqu'au 25 juillet 2024, puis, au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,98 % jusqu'à leur échéance, le 25 juillet 2029.

Principales données concernant les actions

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2019		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises (1)	1 434 554	17 652 \$	1,02 \$
Actions propres – actions ordinaires	(600)	(59)	
Actions ordinaires en circulation	1 433 954	17 593 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 364		
Exercçables	3 650		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	20	31	16,88 \$ US
Actions privilégiées émises	227 020	5 706 \$	
Actions propres – actions privilégiées (6)	(36)	(1)	
Actions privilégiées en circulation	226 984	5 705 \$	
Dividendes			
Actions ordinaires		1 464 \$	
Actions privilégiées (7)		66	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.
- (2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Représente 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (6) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des actions propres.
- (7) Les dividendes sur les actions privilégiées excluent les distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 16 août 2019, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 434 093 805, déduction faite des actions propres détenues de 460 732, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions était de 8 363 129.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO et les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 4 juin 2025, le 20 janvier 2026, le 27 janvier 2026 et le 25 juillet 2029, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 2 975 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 67,48 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 juillet 2019.

Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation

Ligne directrice sur la gestion du risque de taux d'intérêt

Le 30 mai 2019, le BSIF a modifié sa ligne directrice sur la gestion du risque de taux d'intérêt qui sert à encadrer l'identification, l'évaluation et la gestion du risque de taux d'intérêt. Nous serons tenus de nous conformer à cette nouvelle ligne directrice à compter du 1^{er} janvier 2020. Nous évaluons actuellement l'incidence de la nouvelle ligne directrice, et nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à respecter la date d'entrée en vigueur du 1^{er} janvier 2020.

Réserve pour stabilité intérieure

En juin 2019, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure serait portée de 1,75 % à 2,00 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques à compter du 31 octobre 2019. Le BSIF apporte ce changement parce qu'il est d'avis que le degré de vulnérabilité des banques d'importance systémique intérieure demeure élevé face aux facteurs de risque clés comme l'endettement des ménages canadiens, le déséquilibre des actifs et l'endettement des entreprises au pays. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à nous conformer à cette exigence à la date d'entrée en vigueur.

Réformes de Bâle III

Le 18 juillet 2019, le BSIF a modifié ses exigences en matière de fonds propres en ce qui concerne le risque opérationnel des institutions de dépôts. Pour le moment, nous sommes tenus d'appliquer l'approche standard selon Bâle III actuelle et l'approche de mesure avancée, selon le plus élevé des deux résultats, pour évaluer le risque opérationnel. Dès le premier trimestre de 2020, les institutions seront tenues d'appliquer l'approche de mesure standard actuelle, étant donné que l'approche de mesure avancée ne sera plus en vigueur. Ce changement ne devrait pas avoir de répercussions sur nos ratios de fonds propres. En outre, les révisions apportées à l'approche standard selon Bâle III entreront en vigueur au premier trimestre de 2021, soit un an avant l'échéance fixée par le CBCB, et nous évaluons actuellement l'incidence de leur adoption.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018, ainsi qu'à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019, sur le deuxième trimestre de 2019 et sur le troisième trimestre de 2019. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du rapport annuel 2018 et du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018 et de nos états financiers résumés du troisième trimestre de 2019.

Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Au premier trimestre, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 15, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes antérieures au premier trimestre de 2019 est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. Par suite de l'adoption d'IFRS 15, nous avons ajusté le solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1^{er} novembre 2018, afin que la comptabilisation de certains frais et honoraires concorde avec le transfert des obligations de prestation. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location* (IFRS 16), qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. Pour les preneurs, la norme élimine l'obligation de classement en contrats de location-financement ou contrats de location simple. Elle prescrit plutôt un modèle de comptabilisation unique, les preneurs devant désormais inscrire au bilan leurs actifs faisant l'objet de contrats de location et leurs obligations locatives, et ce, dans la plupart des cas. Les preneurs doivent aussi constater dans l'état du résultat net une charge d'amortissement à l'égard de tout actif faisant l'objet d'un contrat de location et une charge d'intérêt relativement à tout passif lié à un contrat de location. La comptabilisation visant les bailleurs ne fait l'objet d'aucun changement notable, hormis certaines obligations d'information accrues.

En ce qui nous concerne, IFRS 16 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2019. Nous prévoyons adopter IFRS 16 en ajustant notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2019, date de sa première application, sans retraitements des périodes correspondantes.

L'adoption d'IFRS 16 comprendra un programme centralisé appliqué à l'échelle de l'entreprise ainsi qu'une structure de gouvernance qui seront sous la responsabilité de la fonction Finances et qui serviront à évaluer notre portefeuille de contrats de location existant ainsi que son incidence sur les systèmes, les processus, la formation, les communications et la présentation de l'information financière. Nous finalisons actuellement la mise à niveau de nos systèmes, de nos processus ainsi que de nos contrôles internes et en sommes à apprécier la quantification de nos actifs faisant l'objet de contrats de location et obligations locatives, la détermination de l'incidence sur les ratios des fonds propres et l'élaboration d'informations à fournir supplémentaires exigées par la nouvelle norme.

Au fil de nos préparatifs en vue de l'application d'IFRS 16, nous demeurerons au fait de ses interprétations au sein du secteur et évaluerons l'incidence possible sur nos plans de mise en œuvre.

Les autres changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir qui ne sont pas encore en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2019, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2019.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 11 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2018, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2019.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	56	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56, 59-63, 243-245	–
	3	Risques connus et risques émergents		57-58	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	49-51	104-109	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56, 59-63	–
	6	Culture à l'égard du risque		59-63	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		114	–
	8	Simulation de crise		60-62, 77	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	50	104-109	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	20-23
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	24
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		103-109	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	26
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		64-68	25,*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	26
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		60, 64-66	40
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	41-43	84-86, 90-91	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	43, 46	86, 89	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	48-49	92-93	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	44-45	86-88	–
	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	40-41	81-82	–
Risque de marché	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	36-39	76-80	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		76-77	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		76-80	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	27-35	64-76, 186-191	29-40,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	74-78	123-128	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		65-68, 117-119, 119-144, 146-148	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	31, 36
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		69	42
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		67	39
	31	Autres types de risque		94-103	–
	32	Événements publics comportant des risques		98-99, 230-231	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier au 31 juillet 2019 et au 31 octobre 2018.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2019	31 octobre 2018
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	26 863 \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 553	36 471
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	140 421	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	100 240	94 608
	240 661	222 866
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 640	294 602
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	416 583	399 452
Prêts de gros	198 941	180 278
	615 524	579 730
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 131)	(2 912)
	612 393	576 818
Actif net des fonds distincts	1 602	1 368
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	17 101	15 641
Dérivés	98 774	94 039
Locaux et matériel	3 058	2 832
Goodwill	11 115	11 137
Autres immobilisations incorporelles	4 735	4 687
Autres actifs	49 398	44 064
	184 181	172 400
Total de l'actif	1 406 893 \$	1 334 734 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	287 929 \$	270 154 \$
Entreprises et gouvernements	563 343	534 371
Banques	29 939	32 521
	881 211	837 046
Passif net des fonds distincts	1 602	1 368
Autres		
Acceptations	17 124	15 662
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 602	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	220 027	206 814
Dérivés	96 857	90 238
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	11 480	10 000
Autres passifs	52 794	52 273
	431 884	407 234
Débitures subordonnées	9 818	9 131
Total du passif	1 324 515	1 254 779
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées (note 9)	5 705	6 309
Actions ordinaires (note 9)	17 593	17 617
Bénéfices non distribués	54 716	51 112
Autres composantes des capitaux propres	4 265	4 823
	82 279	79 861
Participations ne donnant pas le contrôle	99	94
Total des capitaux propres	82 378	79 955
Total du passif et des capitaux propres	1 406 893 \$	1 334 734 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	6 394 \$	5 484 \$	18 677 \$	15 516 \$
Titres	1 770	1 486	5 168	4 236
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	2 353	1 501	6 692	3 894
Dépôts et autres	93	155	354	385
	10 610	8 626	30 891	24 031
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	3 254	2 633	9 682	6 840
Autres passifs	2 218	1 312	6 165	3 494
Débitures subordonnées	90	85	275	235
	5 562	4 030	16 122	10 569
Revenu net d'intérêt	5 048	4 596	14 769	13 462
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 463	1 290	4 557	3 240
Revenus tirés des activités de négociation	140	234	748	788
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 440	1 347	4 271	3 990
Revenus tirés des fonds communs de placement	924	908	2 696	2 655
Commissions de courtage en valeurs mobilières	324	334	982	1 023
Frais bancaires	480	458	1 414	1 341
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	488	541	1 387	1 539
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	252	273	744	831
Revenus sur cartes	272	266	820	790
Commissions de crédit	322	378	925	1 023
Profits nets sur les titres de placement	26	26	109	114
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	21	(26)	50	13
Autres	344	400	1 160	1 098
	6 496	6 429	19 863	18 445
Total des revenus	11 544	11 025	34 632	31 907
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	425	346	1 365	954
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 046	925	3 431	2 182
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 7)	3 615	3 521	10 880	10 347
Matériel	449	416	1 325	1 174
Frais d'occupation	409	393	1 211	1 158
Communications	281	260	794	733
Honoraires	328	359	923	961
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	299	271	888	798
Autres	611	638	1 799	1 780
	5 992	5 858	17 820	16 951
Bénéfice avant impôt	4 081	3 896	12 016	11 820
Impôt sur le résultat	818	787	2 351	2 639
Bénéfice net	3 263 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	3 263 \$	3 101 \$	9 659 \$	9 153 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	–	8	6	28
	3 263 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	2,23 \$	2,10 \$	6,59 \$	6,19 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	2,22	2,10	6,57	6,16
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,02	0,94	3,02	2,79

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Bénéfice net	3 263 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	79	43	218	5
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net	(2)	(9)	(12)	15
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(15)	(13)	(75)	(76)
	62	21	131	(56)
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(1 246)	415	(115)	387
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	590	(78)	126	(130)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	2	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	2	–
	(656)	337	15	257
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(118)	(45)	(616)	162
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	11	28	(88)	19
	(107)	(17)	(704)	181
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	(581)	464	(1 067)	597
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	118	(13)	92	113
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(10)	2	27	1
	(473)	453	(948)	711
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(1 174)	794	(1 506)	1 093
Total du résultat global	2 089 \$	3 903 \$	8 159 \$	10 274 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	2 090 \$	3 894 \$	8 153 \$	10 245 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	9	6	29
	2 089 \$	3 903 \$	8 159 \$	10 274 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	17 \$	20 \$	61 \$	22 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	9	–	5
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(7)	(10)	(39)	(40)
Profits (pertes) de change latents	–	1	2	1
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	207	(23)	47	(43)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	1	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(40)	(16)	(219)	89
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	4	10	(32)	(24)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(208)	166	(378)	216
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	43	(4)	33	42
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12	1	5	(3)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	28 \$	154 \$	(519) \$	265 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019													
	Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Total des autres composantes des capitaux propres			
							Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
(en millions de dollars canadiens)													
Solde au début de la période	5 706 \$	17 638 \$	– \$	(104)\$	53 640 \$		57 \$	4 817 \$	91 \$	4 965 \$	81 845 \$	101 \$	81 946 \$
Variation des capitaux propres													
Capital social émis	–	38	–	–	–		–	–	–	–	38	–	38
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(24)	–	–	(173)		–	–	–	–	(197)	–	(197)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Actions propres – vente	–	–	20	1 039	–		–	–	–	–	1 059	–	1 059
Actions propres – achat	–	–	(21)	(994)	–		–	–	–	–	(1 015)	–	(1 015)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(9)		–	–	–	–	(9)	–	(9)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 464)		–	–	–	–	(1 464)	–	(1 464)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(66)		–	–	–	–	(66)	(1)	(67)
Autres	–	–	–	–	(2)		–	–	–	–	(2)	–	(2)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 263		–	–	–	–	3 263	–	3 263
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(473)		62	(655)	(107)	(700)	(1 173)	(1)	(1 174)
Solde à la fin de la période	5 706 \$	17 652 \$	(1)\$	(59)\$	54 716 \$		119 \$	4 162 \$	(16)\$	4 265 \$	82 279 \$	99 \$	82 378 \$
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018													
	Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Total des autres composantes des capitaux propres			
							Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
(en millions de dollars canadiens)													
Solde au début de la période	6 306 \$	17 634 \$	(3)\$	(95)\$	47 405 \$		84 \$	3 465 \$	629 \$	4 178 \$	75 425 \$	600 \$	76 025 \$
Variation des capitaux propres													
Capital social émis	–	24	–	–	–		–	–	–	–	24	–	24
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(16)	–	–	(112)		–	–	–	–	(128)	–	(128)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Actions propres – vente	–	–	69	1 292	–		–	–	–	–	1 361	–	1 361
Actions propres – achat	–	–	(66)	(1 306)	–		–	–	–	–	(1 372)	–	(1 372)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)		–	–	–	–	(2)	–	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 355)		–	–	–	–	(1 355)	–	(1 355)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(71)		–	–	–	–	(71)	(18)	(89)
Autres	–	–	–	–	5		–	–	–	–	5	–	5
Bénéfice net	–	–	–	–	3 101		–	–	–	–	3 101	8	3 109
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	453		21	336	(17)	340	793	1	794
Solde à la fin de la période	6 306 \$	17 642 \$	– \$	(109)\$	49 424 \$		105 \$	3 801 \$	612 \$	4 518 \$	77 781 \$	91 \$	77 872 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019

	Autres composantes des capitaux propres											
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					Titres disponibles à la vente	Total des autres composantes des capitaux propres			Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées ordinaires	Actions privilégiées ordinaires	Actions propres – privilégiées ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués		Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
(en millions de dollars canadiens)	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 112 \$ (70)	(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 861 \$ (70)	94 \$	79 955 \$ (70)
Solde au début de la période	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 042 \$	(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 791 \$	94 \$	79 885 \$
Ajustement de transition (note 2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde ajusté au début de la période	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 042 \$	(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 791 \$	94 \$	79 885 \$
Variation des capitaux propres	350	87	–	–	–	–	–	–	–	437	–	437
Capital social émis	–	(70)	–	–	(486)	–	–	–	–	(556)	–	(556)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(950)	–	–	–	–	–	–	–	–	(950)	–	(950)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 985	–	3 985
Actions propres – vente	–	–	145	3 840	–	–	–	–	–	(4 030)	–	(4 030)
Actions propres – achat	–	–	(149)	(3 881)	–	–	–	–	–	–	–	–
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(15)	–	–	–	–	(15)	–	(15)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(4 337)	–	–	–	–	(4 337)	–	(4 337)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(205)	–	–	–	–	(205)	(1)	(206)
Autres	–	–	–	–	6	–	–	–	–	6	–	6
Bénéfice net	–	–	–	–	9 659	–	–	–	–	9 659	6	9 665
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(948)	131	15	(704)	(558)	(1 506)	–	(1 506)
Solde à la fin de la période	5 706 \$	17 652 \$	(1) \$	(59) \$	54 716 \$	119 \$	4 162 \$	(16) \$	4 265 \$	82 279 \$	99 \$	82 378 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018

	Autres composantes des capitaux propres											
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					Titres disponibles à la vente	Total des autres composantes des capitaux propres			Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées ordinaires	Actions privilégiées ordinaires	Actions propres – privilégiées ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués		Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
(en millions de dollars canadiens)	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	45 359 \$ (558)	378 \$ (378)	3 545 \$	431 \$	4 354 \$ (79)	73 829 \$ (637)	599 \$	74 428 \$ (637)
Solde au début de la période	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	44 801 \$	– \$	3 545 \$	431 \$	4 275 \$	73 192 \$	599 \$	73 791 \$
Ajustement de transition	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde ajusté au début de la période	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	44 801 \$	– \$	3 545 \$	431 \$	4 275 \$	73 192 \$	599 \$	73 791 \$
Variation des capitaux propres	–	69	–	–	–	–	–	–	–	69	–	69
Capital social émis	–	(157)	–	–	(1 118)	–	–	–	–	(1 275)	–	(1 275)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(107)	–	–	–	2	–	–	–	–	(105)	–	(105)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat de titre de fiduciaire de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(500)	(500)
Actions propres – vente	–	–	202	4 061	–	–	–	–	–	4 263	–	4 263
Actions propres – achat	–	–	(202)	(4 143)	–	–	–	–	–	(4 345)	–	(4 345)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(6)	–	–	–	–	(6)	–	(6)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(4 030)	–	–	–	–	(4 030)	–	(4 030)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(214)	–	–	–	–	(214)	(37)	(251)
Autres	–	–	–	–	125	–	–	–	(138)	(13)	–	(13)
Bénéfice net	–	–	–	–	9 153	–	–	–	–	9 153	28	9 181
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	711	(56)	256	181	381	1 092	1	1 093
Solde à la fin de la période	6 306 \$	17 642 \$	– \$	(109) \$	49 424 \$	105 \$	3 801 \$	612 \$	4 518 \$	77 781 \$	91 \$	77 872 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	3 263 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	425	346	1 365	954
Amortissement	157	147	464	423
Impôt différé	(218)	90	(504)	403
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	301	272	894	799
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(21)	26	(49)	(9)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(27)	(24)	(123)	(118)
Pertes (profits) à la cession d'activités	-	(40)	-	(40)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	474	342	1 480	323
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	40	79	154	23
Impôt exigible	458	(86)	(77)	(2 597)
Actifs dérivés	(13 962)	5 672	(4 735)	6 520
Passifs dérivés	14 689	(4 808)	6 619	(6 045)
Titres détenus à des fins de transaction	(1 505)	4 782	(12 163)	4 169
Prêts, déduction faite de la titrisation	(10 485)	(12 012)	(36 240)	(30 286)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(120)	(2 986)	(15 038)	(43 194)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	17 110	10 213	44 165	43 964
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(3 953)	7 252	13 213	35 086
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(447)	145	1 355	3 184
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(485)	1 302	(801)	358
Autres	(2 559)	1 692	(6 456)	448
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	3 135	15 513	3 188	23 546
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(4 835)	(12 180)	4 918	(16 497)
Produit de la vente de titres de placement	5 438	5 497	14 294	15 994
Produit de l'arrivée à échéance de titres de placement	9 776	8 071	32 074	26 956
Achat de titres de placement	(15 291)	(14 225)	(52 177)	(38 877)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(483)	(521)	(1 619)	(1 395)
Produit de cessions	-	14	-	14
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	(27)	-	(27)	-
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(5 422)	(13 344)	(2 537)	(13 805)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Rachat de titres de fiducie de capital	-	(500)	-	(500)
Emission de débentures subordonnées	1 500	-	1 500	-
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	-	(1 000)	-
Emission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	29	21	68	53
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(197)	(128)	(556)	(1 275)
Emission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission	-	-	350	-
Rachat d'actions privilégiées	-	-	(950)	(105)
Actions propres - vente	1 059	1 361	3 985	4 263
Actions propres - achat	(1 015)	(1 372)	(4 030)	(4 345)
Dividendes versés	(1 531)	(1 427)	(4 495)	(4 214)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(18)	(1)	(37)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(2 293)	(898)	793	-
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(3 449)	(2 961)	(4 336)	(6 160)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(442)	42	339	27
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(6 178)	(750)	(3 346)	3 608
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période ⁽¹⁾	33 041	32 765	30 209	28 407
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période ⁽¹⁾	26 863 \$	32 015 \$	26 863 \$	32 015 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	5 183 \$	3 662 \$	14 978 \$	9 668 \$
Intérêts reçus	10 135	8 278	29 612	22 967
Dividendes reçus	651	446	1 632	1 285
Impôt sur le résultat payé	625	908	2 374	5 076

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,3 milliards de dollars au 31 juillet 2019 (2,3 milliards au 30 avril 2019; 2,4 milliards au 31 octobre 2018; 2,7 milliards au 31 juillet 2018; 2,6 milliards au 30 avril 2018; 2,3 milliards au 31 octobre 2017).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2018 et les notes annexes présentés aux pages 130 à 240 de notre rapport annuel 2018. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 20 août 2019, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2018. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

Changements de méthodes comptables

Au premier trimestre, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 15, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. Par suite de l'adoption d'IFRS 15, nous avons réduit de 70 millions de dollars, après impôt, le solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1^{er} novembre 2018 (date de l'application initiale), afin que la comptabilisation de certains frais et honoraires concorde avec le transfert des obligations de prestation.

Commissions et honoraires

Les commissions et honoraires ont essentiellement trait aux commissions de gestion de placements et de services de garde, aux revenus tirés des fonds communs de placement, aux commissions de courtage en valeurs mobilières, aux frais bancaires, aux commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, aux revenus sur cartes et aux commissions de crédit, et sont comptabilisés en fonction des contrats de service conclus avec les clients qui s'y rattachent.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement correspondent généralement à un pourcentage des valeurs liquidatives quotidiennes ou de fin de période, selon les modalités des contrats conclus avec des clients et elles sont perçues mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, selon les modalités des contrats. Les commissions de gestion de placements et de services de garde découlent généralement des biens sous gestion lorsque nos clients font appel aux capacités de placement d'un gestionnaire de placements ou des biens administrés lorsque la stratégie de placement est gérée par le client ou par un gestionnaire tiers désigné. Les revenus tirés des fonds communs de placement sont tirés de la valeur liquidative quotidienne des fonds communs de placement. Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement sont comptabilisés au fil du temps, lorsque le service est fourni au client, s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières et les frais bancaires qui sont liés à la prestation de services liés à des transactions précises sont comptabilisés lorsque le service a été fourni. Lorsque les services sont fournis au fil du temps, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au fur et à mesure que les services sont fournis.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont principalement trait à la prise ferme de nouvelles émissions de titres d'emprunt ou de titres de participation et à divers services-conseils. Les commissions de prise ferme sont habituellement exprimées en pourcentage des montants obtenus par l'émission de titres et sont comptabilisées lorsque le service a été fourni. Les honoraires tirés des services-conseils varient en fonction de l'étendue et du type de mandat et peuvent être fixes ou varier en fonction d'un événement futur. Les honoraires des services-conseils sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle le service est fourni et ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les revenus sur cartes comprennent principalement les revenus d'interchange et les frais de cartes annuels. Les revenus d'interchange correspondent à un pourcentage fixe du montant de la transaction et sont comptabilisés lorsque la transaction par carte est réglée. Les frais de cartes annuels sont fixes et sont comptabilisés sur une période de 12 mois.

Les commissions de crédit sont essentiellement gagnées lorsque les prêts consortiaux sont mis en place et que du crédit est rendu disponible sur les facilités non utilisées. Le moment de la constatation des commissions de crédit varie en fonction de la nature des services fournis.

Lorsque des frais bancaires et d'autres coûts sont engagés à l'égard de commissions et honoraires gagnés, nous comptabilisons le montant brut de ces coûts dans les Frais autres que d'intérêt – Autres ou dans les Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, si nous avons déterminé que la responsabilité première d'exécuter le contrat conclu avec le client nous incombe et que nous pouvons établir, à notre gré, le prix des commissions et honoraires gagnés, ce qui pourrait nécessiter l'exercice du jugement.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2019							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	17 403 \$	– \$	– \$	14 150 \$	14 150 \$	31 553 \$	31 553 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	131 515	8 906	–	–	–	–	140 421	140 421
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	53 757	470	46 013	46 235	100 240	100 462
	131 515	8 906	53 757	470	46 013	46 235	240 661	240 883
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	250 276	–	–	–	59 364	59 367	309 640	309 643
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	182	240	96	–	413 989	415 474	414 507	415 992
Prêts de gros	9 129	1 713	477	–	186 567	185 858	197 886	197 177
	9 311	1 953	573	–	600 556	601 332	612 393	613 169
Autres								
Dérivés	98 774	–	–	–	–	–	98 774	98 774
Autres actifs (1)	1 445	–	–	–	51 910	51 910	53 355	53 355
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	134 \$	16 177 \$			271 618 \$	271 868 \$	287 929 \$	288 179 \$
Entreprises et gouvernements (2)	(44)	115 832			447 555	448 732	563 343	564 520
Banques (3)	–	2 948			26 991	27 018	29 939	29 966
	90	134 957			746 164	747 618	881 211	882 665
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 602	–			–	–	33 602	33 602
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	213 818			6 209	6 210	220 027	220 028
Dérivés	96 857	–			–	–	96 857	96 857
Autres passifs (4)	(1 328)	55			56 109	56 083	54 836	54 810
Débitures subordonnées	–	–			9 818	9 953	9 818	9 953

	Au 31 octobre 2018							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	20 274 \$	- \$	- \$	16 197 \$	16 197 \$	36 471 \$	36 471 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	121 031	7 227	-	-	-	-	128 258	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	48 093	406	46 109	45 367	94 608	93 866
	121 031	7 227	48 093	406	46 109	45 367	222 866	222 124
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	219 108	-	-	-	75 494	75 490	294 602	294 598
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	69	190	94	-	397 102	394 051	397 455	394 404
Prêts de gros	7 129	1 540	458	-	170 236	168 087	179 363	177 214
	7 198	1 730	552	-	567 338	562 138	576 818	571 618
Autres								
Dérivés	94 039	-	-	-	-	-	94 039	94 039
Autres actifs (1)	1 373	-	-	-	46 205	46 205	47 578	47 578
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	150 \$	14 602 \$			255 402 \$	255 115 \$	270 154 \$	269 867 \$
Entreprises et gouvernements (2)	(11)	103 446			430 936	431 158	534 371	534 593
Banques (3)	-	7 072			25 449	25 462	32 521	32 534
	139	125 120			711 787	711 735	837 046	836 994
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 247	-			-	-	32 247	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	201 839			4 975	4 976	206 814	206 815
Dérivés	90 238	-			-	-	90 238	90 238
Autres passifs (4)	(1 434)	18			54 917	54 880	53 501	53 464
Débiteures subordonnées	-	-			9 131	9 319	9 131	9 319

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2019				31 octobre 2018					
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques		\$ 17 403	\$		\$ 17 403		\$ 20 274	\$		\$ 20 274
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Émis ou garantis										
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)										
Gouvernement fédéral	12 385	5 554	–		17 939	8 342	6 231	–		14 573
Provinces et municipalités	–	11 043	–		11 043	–	11 350	–		11 350
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 016	38 129	64		39 209	2 068	31 030	66		33 164
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	1 633	4 573	–		6 206	1 151	9 018	–		10 169
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	958	–		958	–	1 001	–		1 001
Titres adossés à des actifs	–	844	2		846	–	1 023	110		1 133
Titres non garantis par des créances	–	22 034	21		22 055	2	22 303	21		22 326
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	–	–		–	–	–	–		–
Titres de participation	39 017	2 012	1 136		42 165	30 847	2 547	1 148		34 542
	54 051	85 147	1 223		140 421	42 410	84 503	1 345		128 258
Titres de placement										
Émis ou garantis										
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)										
Gouvernement fédéral	–	695	–		695	–	238	–		238
Provinces et municipalités	–	2 098	–		2 098	–	1 554	–		1 554
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	20	15 798	–		15 818	–	18 136	–		18 136
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	4 692	–		4 692	–	1 470	–		1 470
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 544	27		2 571	–	2 174	–		2 174
Titres adossés à des actifs	–	7 204	–		7 204	–	6 239	–		6 239
TGC (3)	–	853	–		853	–	863	–		863
Titres non garantis par des créances	–	–	–		–	–	–	–		–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	19 674	152		19 826	–	17 227	192		17 419
Titres de participation	41	112	293		446	42	103	237		382
Titres en substitut de prêt	–	24	–		24	–	24	–		24
	61	53 694	472		54 227	42	48 028	429		48 499
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés										
Prêts	–	250 276	–		250 276	–	219 108	–		219 108
Autres	–	11 269	568		11 837	–	8 929	551		9 480
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	42 885	321		43 206	1	33 862	222		34 085
Contrats de change	–	41 335	36		41 371	–	43 253	53		43 306
Dérivés de crédit	–	145	–		145	–	38	–		38
Autres contrats	2 588	12 918	115		15 621	5 868	11 654	296		17 818
Ajustements d'évaluation	–	(746)	4		(742)	–	(631)	6		(625)
Total des dérivés, montant brut	2 588	96 537	476		99 601	5 869	88 176	577		94 622
Ajustements de compensation	–	–	–	(827)	(827)	–	–	–	(583)	(583)
Total des dérivés	2 588	96 537	476		98 774	5 869	88 176	577		94 039
Autres actifs	1 108	262	75		1 445	1 020	288	65		1 373
	57 808	\$ 514 588	\$ 2 814		(827)\$ 574 383	49 341	\$ 469 306	\$ 2 967		(583)\$ 521 031
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	–	\$ 16 251	\$ 60		\$ 16 311	–	\$ 14 362	\$ 390		\$ 14 752
Entreprises et gouvernements	–	115 788	–		115 788	–	103 440	(5)		103 435
Banques	–	2 948	–		2 948	–	7 072	–		7 072
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	17 690	15 912	–		33 602	17 732	14 515	–		32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	213 818	–		213 818	–	201 839	–		201 839
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	35 986	902		36 888	–	29 620	726		30 346
Contrats de change	–	42 138	48		42 186	–	41 836	32		41 868
Dérivés de crédit	–	251	–		251	–	94	–		94
Autres contrats	2 408	15 673	318		18 399	4 369	13 730	380		18 479
Ajustements d'évaluation	–	(37)	(3)		(40)	–	29	5		34
Total des dérivés, montant brut	2 408	94 011	1 265		97 684	4 369	85 309	1 143		90 821
Ajustements de compensation	–	–	–	(827)	(827)	–	–	–	(583)	(583)
Total des dérivés	2 408	94 011	1 265		96 857	4 369	85 309	1 143		90 238
Autres passifs	166	(1 498)	59		(1 273)	170	(1 654)	68		(1 416)
	20 264	\$ 457 230	\$ 1 384		(827)\$ 478 051	22 271	\$ 424 883	\$ 1 596		(583)\$ 448 167

(1) Au 31 juillet 2019, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 20 898 millions de dollars et à néant (16 776 millions et néant au 31 octobre 2018), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 5 558 millions et à 1 771 millions (4 713 millions et à 1 348 millions au 31 octobre 2018).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2019, l'incidence de l'ajustement d'une ou plus d'une donnée non observable par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2018.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos 31 juillet 2019								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	67 \$	– \$	(1)\$	– \$	(2)\$	– \$	– \$	64 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	4	–	–	–	(2)	–	–	2	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	–	–	–	–	–	–	21	–
Titres de participation	1 107	(20)	(12)	76	(34)	20	(1)	1 136	(9)
	1 199	(20)	(13)	76	(38)	20	(1)	1 223	(8)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	(1)	–	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	146	–	5	–	1	–	–	152	s.o.
Titres de participation	296	–	(6)	5	(2)	–	–	293	s.o.
Titres en substitut de prêt	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
	470	–	(2)	5	(1)	–	–	472	s.o.
Prêts	759	9	–	276	(474)	2	(4)	568	(3)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(585)	16	–	(2)	(5)	(9)	4	(581)	(4)
Contrats de change	17	(14)	(20)	2	1	2	–	(12)	4
Autres contrats	(190)	10	4	(48)	12	2	7	(203)	5
Ajustements d'évaluation	6	–	–	–	1	–	–	7	–
Autres actifs	66	13	(1)	–	(3)	–	–	75	13
	1 742 \$	14 \$	(32)\$	309 \$	(507)\$	17 \$	6 \$	1 549 \$	7 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(192)\$	(5)\$	1 \$	(16)\$	16 \$	(13)\$	149 \$	(60)\$	4 \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(56)	(7)	1	–	3	–	–	(59)	(7)
	(248)\$	(12)\$	2 \$	(16)\$	19 \$	(13)\$	149 \$	(119)\$	(3)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	66 \$	– \$	1 \$	– \$	(2)\$	– \$	– \$	65 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	115	1	2	–	(5)	–	–	113	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	23	–	–	–	(1)	–	–	22	–
Titres de participation	1 000	(27)	12	87	(16)	30	–	1 086	(11)
	1 204	(26)	15	87	(24)	30	–	1 286	(10)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	33	–	1	–	–	202	–	236	s.o.
Titres de participation	246	(1)	(2)	–	–	–	–	243	s.o.
Titres en substitut de prêt	4	–	–	–	–	–	–	4	s.o.
	283	(1)	(1)	–	–	202	–	483	s.o.
Prêts	687	2	–	131	(284)	–	(40)	496	2
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(505)	(18)	–	21	72	–	(6)	(436)	(18)
Contrats de change	34	(10)	(7)	12	–	(1)	(2)	26	(14)
Autres contrats	(112)	(13)	(1)	(71)	3	(42)	39	(197)	13
Ajustements d'évaluation	(22)	–	–	–	18	–	–	(4)	–
Autres actifs	–	–	(1)	71	–	–	–	70	–
	1 569 \$	(66)\$	5 \$	251 \$	(215)\$	189 \$	(9)\$	1 724 \$	(27)\$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(254)\$	(13)\$	(1)\$	(54)\$	7 \$	(238)\$	84 \$	(469)\$	(11)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(24)	(2)	–	(35)	2	–	–	(59)	–
	(278)\$	(15)\$	(1)\$	(89)\$	9 \$	(238)\$	84 \$	(528)\$	(11)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	66 \$	(1)\$	1 \$	– \$	(2)\$	– \$	– \$	64 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	110	15	–	–	(123)	–	–	2	3
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	1	–	–	(1)	–	–	21	–
Titres de participation	1 148	(67)	4	226	(212)	38	(1)	1 136	(26)
	1 345	(52)	5	226	(338)	38	(1)	1 223	(23)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	27	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	192	(3)	18	–	(55)	–	–	152	s.o.
Titres de participation	237	–	14	5	37	–	–	293	s.o.
Titres en substitut de prêt	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
	429	(3)	32	32	(18)	–	–	472	s.o.
Prêts	551	38	2	588	(478)	55	(188)	568	18
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(504)	(79)	–	(195)	219	(6)	(16)	(581)	(41)
Contrats de change	21	(20)	(11)	3	1	1	(7)	(12)	4
Autres contrats	(84)	90	1	(63)	2	(37)	(112)	(203)	79
Ajustements d'évaluation	1	–	–	–	6	–	–	7	–
Autres actifs	65	23	–	–	(13)	–	–	75	23
	1 824 \$	(3)\$	29 \$	591 \$	(619)\$	51 \$	(324)\$	1 549 \$	60 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(390)\$	(39)\$	– \$	(49)\$	27 \$	(138)\$	529 \$	(60)\$	(1)\$
Entreprises et gouvernements	5	–	–	–	–	–	(5)	–	–
Autres									
Autres passifs	(68)	(12)	(1)	1	21	–	–	(59)	(10)
	(453)\$	(51)\$	(1)\$	(48)\$	48 \$	(138)\$	524 \$	(119)\$	(11)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	508 \$	16 \$	(4)\$	– \$	(455)\$	– \$	– \$	65 \$	(2)\$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances									
	196	27	1	–	(111)	–	–	113	12
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	30	(2)	–	–	(1)	–	(5)	22	(1)
Titres de participation									
	923	(127)	27	320	(89)	34	(2)	1 086	(48)
	1 657	(86)	24	320	(656)	34	(7)	1 286	(39)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	29	(5)	6	–	–	206	–	236	s.o.
Titres de participation									
	217	(1)	25	–	2	–	–	243	s.o.
Titres en substitut de prêt									
	3	–	1	–	–	–	–	4	s.o.
	249	(6)	32	–	2	206	–	483	s.o.
Prêts	477	4	(1)	345	(289)	–	(40)	496	(3)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(455)	16	–	71	73	–	(141)	(436)	(2)
Contrats de change									
	21	(6)	(4)	11	3	4	(3)	26	(11)
Autres contrats									
	(181)	35	–	(87)	(42)	(55)	133	(197)	(8)
Ajustements d'évaluation									
	(16)	–	–	–	12	–	–	(4)	–
Autres actifs									
	–	–	(1)	71	–	–	–	70	–
	1 752 \$	(43)\$	50 \$	731 \$	(897)\$	189 \$	(58)\$	1 724 \$	(63)\$
Passif									
Dépôts									
Particuliers									
	(465)\$	(58)\$	(3)\$	(221)\$	33 \$	(398)\$	643 \$	(469)\$	54 \$
Entreprises et gouvernements									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs									
	(24)	(3)	–	(40)	8	–	–	(59)	–
	(489)\$	(61)\$	(3)\$	(261)\$	41 \$	(398)\$	643 \$	(528)\$	54 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (profits de 1 million au 31 juillet 2018) et des profits de 35 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (profits de 31 millions au 31 juillet 2018) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2019 comprenait des actifs dérivés de 476 millions de dollars (643 millions au 31 juillet 2018) et des passifs dérivés de 1 265 millions de dollars (1 254 millions au 31 juillet 2018).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 610 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, il n'y a eu aucun transfert important depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, il n'y a eu aucun transfert important depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient 149 millions de dollars de dépôts de particuliers et sont attribuables aux changements dans l'importance des données non observables.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018 (1)	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018 (1)
Revenu d'intérêt et de dividende (2), (3)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	3 210 \$	2 109 \$	8 997 \$	5 617 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	298	234	857	558
Instruments financiers évalués au coût amorti	7 102	6 283	21 037	17 856
	10 610	8 626	30 891	24 031
Charge d'intérêt (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 778 \$	1 730 \$	7 774 \$	4 464 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	2 784	2 300	8 348	6 105
	5 562	4 030	16 122	10 569
Revenu net d'intérêt	5 048 \$	4 596 \$	14 769 \$	13 462 \$

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) Exclut les montants suivants liés à nos activités d'assurance et inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, un revenu d'intérêt de 123 millions de dollars (122 millions au 31 juillet 2018) et une charge d'intérêt de 1 million (néant au 31 juillet 2018); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, un revenu d'intérêt de 366 millions (360 millions au 31 juillet 2018) et une charge d'intérêt de 3 millions (3 millions au 31 juillet 2018).

(3) Inclut un revenu de dividende de 614 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (417 millions au 31 juillet 2018) et de 1 508 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (1 177 millions au 31 juillet 2018).

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Émis ou garantis								
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral (3)	693 \$	3 \$	(1) \$	695 \$	244 \$	– \$	(6) \$	238 \$
Provinces et municipalités	2 033	66	(1)	2 098	1 578	2	(26)	1 554
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	15 704	206	(92)	15 818	18 000	285	(149)	18 136
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 693	2	(3)	4 692	1 469	2	(1)	1 470
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 577	2	(8)	2 571	2 176	1	(3)	2 174
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 228	2	(26)	7 204	6 248	1	(10)	6 239
Titres non garantis par des créances	847	7	(1)	853	856	9	(2)	863
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	19 762	73	(9)	19 826	17 439	22	(42)	17 419
Titres de participation	233	215	(2)	446	197	186	(1)	382
Titres en substitut de prêt	25	–	(1)	24	25	–	(1)	24
	53 795 \$	576 \$	(144) \$	54 227 \$	48 232 \$	508 \$	(241) \$	48 499 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 46 013 millions de dollars au 31 juillet 2019 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (46 109 millions au 31 octobre 2018).

(2) Les gains et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (1) million de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2019 (11 millions au 31 octobre 2018) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 1 775 millions de dollars, à 2 millions, à 6 millions et à 1 771 millions au 31 juillet 2019 (1 442 millions, néant, 6 millions et 1 436 millions au 31 octobre 2018).

Note 4 Titres (suite)**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par niveau, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2019				le 31 juillet 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(4) \$	1 \$	40 \$	5 \$	– \$	45 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	(36)	–	36	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	(2)	(2)	–	–	–	–
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(6) \$	(1) \$	4 \$	5 \$	36 \$	45 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2019				le 31 juillet 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	4 \$	7 \$	– \$	11 \$	3 \$	22 \$	– \$	25 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	(36)	–	36	–
Achats	4	–	–	4	83	–	–	83
Ventes et arrivées à échéance	(2)	(7)	–	(9)	(47)	(17)	–	(64)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(6)	(7)	(1)	1	–	–
Écart de change et autres	–	–	–	–	2	(1)	–	1
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(6) \$	(1) \$	4 \$	5 \$	36 \$	45 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat net est présenté au poste Autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2019				le 31 juillet 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	7 \$	23 \$	– \$	30 \$	4 \$	31 \$	– \$	35 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	(2)	2	–
Achats	2	–	–	2	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	(3)	–	(3)	1	8	–	9
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	1	–	–	1
Solde à la fin de la période	7 \$	21 \$	– \$	28 \$	7 \$	37 \$	2 \$	46 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2019				le 31 juillet 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	32 \$	– \$	38 \$	9 \$	45 \$	– \$	54 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	3	(3)	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	(7)	7	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	(2)	2	–
Achats	6	–	–	6	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(2)	(10)	–	(12)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	(13)	–	(16)	(1)	1	–	–
Écart de change et autres	(1)	2	–	1	1	(1)	–	–
Solde à la fin de la période	7 \$	21 \$	– \$	28 \$	7 \$	37 \$	2 \$	46 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	53 219 \$	1 \$	– \$	53 220 \$	46 956 \$	479 \$	– \$	47 435 \$
Qualité inférieure	383	10	–	393	500	33	–	533
Titres dépréciés	–	–	144	144	–	–	125	125
	53 602 \$	11 \$	144 \$	53 757 \$	47 456 \$	512 \$	125 \$	48 093 \$
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				470				406
				54 227 \$				48 499 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	44 820 \$	44 \$	– \$	44 864 \$	44 958 \$	119 \$	– \$	45 077 \$
Qualité inférieure	616	561	–	1 177	367	703	–	1 070
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	45 436 \$	605 \$	– \$	46 041 \$	45 325 \$	822 \$	– \$	46 147 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit	7	21	–	28	6	32	–	38
Coût amorti	45 429 \$	584 \$	– \$	46 013 \$	45 319 \$	790 \$	– \$	46 109 \$

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 144 millions de dollars (125 millions au 31 octobre 2018).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2019				le 31 juillet 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	140 \$	63 \$	192 \$	395 \$	149 \$	62 \$	170 \$	381 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	21	(16)	(5)	–	10	(10)	–	–
Transferts vers le stade 2	(4)	4	–	–	(4)	5	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(6)	7	–	–	(6)	6	–
Originations	12	–	–	12	18	–	–	18
Arrivées à échéance	(4)	(3)	–	(7)	(3)	(4)	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(19)	28	15	24	(20)	18	11	9
Sorties du bilan	–	–	(12)	(12)	–	–	(14)	(14)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	(1)	–	(4)	(5)	1	–	(1)	–
Solde à la fin de la période	144 \$	70 \$	195 \$	409 \$	151 \$	65 \$	173 \$	389 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	238 \$	555 \$	129 \$	922 \$	253 \$	488 \$	135 \$	876 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	154	(154)	–	–	154	(154)	–	–
Transferts vers le stade 2	(20)	20	–	–	(26)	27	(1)	–
Transferts vers le stade 3	–	(41)	41	–	(1)	(36)	37	–
Originations	27	–	–	27	30	1	–	31
Arrivées à échéance	(8)	(30)	–	(38)	(9)	(34)	–	(43)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(148)	210	76	138	(143)	213	80	150
Sorties du bilan	–	–	(148)	(148)	–	–	(139)	(139)
Recouvrements	–	–	32	32	–	–	30	30
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	–	–	(3)	(3)
Solde à la fin de la période	243 \$	560 \$	129 \$	932 \$	258 \$	505 \$	139 \$	902 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	166 \$	624 \$	– \$	790 \$	199 \$	495 \$	– \$	694 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	116	(116)	–	–	153	(153)	–	–
Transferts vers le stade 2	(19)	19	–	–	(21)	21	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(88)	88	–	(1)	(53)	54	–
Originations	1	–	–	1	4	1	–	5
Arrivées à échéance	(2)	(8)	–	(10)	(3)	(12)	–	(15)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(94)	191	42	139	(113)	188	64	139
Sorties du bilan	–	–	(167)	(167)	–	–	(151)	(151)
Recouvrements	–	–	37	37	–	–	33	33
Écart de change et autres	1	(2)	–	(1)	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	169 \$	620 \$	– \$	789 \$	217 \$	488 \$	– \$	705 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	15 \$	17 \$	17 \$	49 \$	15 \$	17 \$	20 \$	52 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	5	(5)	–	–	5	(5)	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(3)	3	–	–	(2)	2	–
Originations	2	–	–	2	3	–	–	3
Arrivées à échéance	(1)	(2)	–	(3)	(1)	(3)	–	(4)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(4)	9	8	13	(5)	15	7	17
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	1	–	(1)	–
Solde à la fin de la période	17 \$	16 \$	20 \$	53 \$	17 \$	23 \$	21 \$	61 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	293 \$	358 \$	457 \$	1 108 \$	254 \$	295 \$	463 \$	1 012 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	35	(34)	(1)	–	23	(23)	–	–
Transferts vers le stade 2	(8)	9	(1)	–	(14)	19	(5)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(15)	17	–	–	(9)	9	–
Originations	55	12	–	67	56	11	–	67
Arrivées à échéance	(39)	(39)	–	(78)	(34)	(37)	–	(71)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(51)	86	109	144	(15)	68	(15)	38
Sorties du bilan	–	–	(101)	(101)	–	–	(82)	(82)
Recouvrements	–	–	12	12	–	–	25	25
Écart de change et autres	(3)	(2)	(32)	(37)	2	2	(9)	(5)
Solde à la fin de la période	280 \$	375 \$	460 \$	1 115 \$	272 \$	326 \$	386 \$	984 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2019				le 31 juillet 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	142 \$	64 \$	176 \$	382 \$	140 \$	65 \$	173 \$	378 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	64	(52)	(12)	–	49	(49)	–	–
Transferts vers le stade 2	(9)	11	(2)	–	(15)	17	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(24)	26	–	(1)	(14)	15	–
Originations	35	–	–	35	51	–	–	51
Arrivées à échéance	(10)	(6)	–	(16)	(9)	(9)	–	(18)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(76)	77	40	41	(66)	54	31	19
Sorties du bilan	–	–	(34)	(34)	–	–	(39)	(39)
Recouvrements	–	–	4	4	–	–	4	4
Écart de change et autres	–	–	(3)	(3)	2	1	(9)	(6)
Solde à la fin de la période	144 \$	70 \$	195 \$	409 \$	151 \$	65 \$	173 \$	389 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	242 \$	512 \$	141 \$	895 \$	278 \$	427 \$	121 \$	826 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	428	(422)	(6)	–	576	(576)	–	–
Transferts vers le stade 2	(66)	67	(1)	–	(118)	119	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(125)	126	–	(2)	(114)	116	–
Originations	73	1	–	74	81	4	–	85
Arrivées à échéance	(20)	(87)	–	(107)	(25)	(99)	–	(124)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(414)	614	231	431	(530)	745	229	444
Sorties du bilan	–	–	(440)	(440)	–	–	(405)	(405)
Recouvrements	–	–	94	94	–	–	87	87
Écart de change et autres	1	–	(16)	(15)	(2)	(1)	(8)	(11)
Solde à la fin de la période	243 \$	560 \$	129 \$	932 \$	258 \$	505 \$	139 \$	902 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	161 \$	599 \$	– \$	760 \$	251 \$	442 \$	– \$	693 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	344	(344)	–	–	597	(597)	–	–
Transferts vers le stade 2	(58)	58	–	–	(102)	102	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(251)	252	–	(2)	(145)	147	–
Originations	3	–	–	3	10	2	–	12
Arrivées à échéance	(4)	(19)	–	(23)	(10)	(55)	–	(65)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(276)	578	123	425	(526)	738	204	416
Sorties du bilan	–	–	(478)	(478)	–	–	(448)	(448)
Recouvrements	–	–	103	103	–	–	97	97
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	169 \$	620 \$	– \$	789 \$	217 \$	488 \$	– \$	705 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	17 \$	16 \$	18 \$	51 \$	15 \$	15 \$	19 \$	49 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	16	(16)	–	–	20	(20)	–	–
Transferts vers le stade 2	(2)	2	–	–	(4)	4	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(8)	8	–	–	(8)	8	–
Originations	7	–	–	7	8	–	–	8
Arrivées à échéance	(3)	(6)	–	(9)	(3)	(7)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(18)	28	17	27	(20)	39	16	35
Sorties du bilan	–	–	(26)	(26)	–	–	(25)	(25)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	6	6
Écart de change et autres	–	–	(3)	(3)	1	–	(3)	(2)
Solde à la fin de la période	17 \$	16 \$	20 \$	53 \$	17 \$	23 \$	21 \$	61 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	274 \$	340 \$	365 \$	979 \$	251 \$	352 \$	407 \$	1 010 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	113	(103)	(10)	–	148	(148)	–	–
Transferts vers le stade 2	(25)	28	(3)	–	(60)	68	(8)	–
Transferts vers le stade 3	(5)	(48)	53	–	(1)	(28)	29	–
Originations	182	39	–	221	167	28	–	195
Arrivées à échéance	(128)	(118)	–	(246)	(112)	(145)	–	(257)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(130)	235	415	520	(123)	199	87	163
Sorties du bilan	–	–	(337)	(337)	–	–	(145)	(145)
Recouvrements	–	–	32	32	–	–	52	52
Écart de change et autres	(1)	2	(55)	(54)	2	–	(36)	(34)
Solde à la fin de la période	280 \$	375 \$	460 \$	1 115 \$	272 \$	326 \$	386 \$	984 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Faible risque	232 712 \$	6 367 \$	– \$	239 079 \$	222 026 \$	3 688 \$	– \$	225 714 \$
Risque moyen	13 221	1 289	–	14 510	13 681	1 369	–	15 050
Risque élevé	2 727	2 619	–	5 346	2 577	2 897	–	5 474
Non notés (1)	38 301	608	–	38 909	34 670	578	–	35 248
Prêts douteux	–	–	709	709	–	–	726	726
	286 961	10 883	709	298 553	272 954	8 532	726	282 212
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				422				259
Total				298 975				282 471
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Faible risque	71 290 \$	1 699 \$	– \$	72 989 \$	71 763 \$	1 256 \$	– \$	73 019 \$
Risque moyen	5 997	2 042	–	8 039	6 124	1 925	–	8 049
Risque élevé	937	1 649	–	2 586	998	1 672	–	2 670
Non notés (1)	8 290	41	–	8 331	8 595	64	–	8 659
Prêts douteux	–	–	300	300	–	–	303	303
Total	86 514	5 431	300	92 245	87 480	4 917	303	92 700
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Faible risque	13 767 \$	102 \$	– \$	13 869 \$	13 185 \$	100 \$	– \$	13 285 \$
Risque moyen	2 185	1 727	–	3 912	2 234	1 632	–	3 866
Risque élevé	130	1 335	–	1 465	139	1 331	–	1 470
Non notés (1)	819	32	–	851	764	30	–	794
Total	16 901	3 196	–	20 097	16 322	3 093	–	19 415
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Faible risque	2 228 \$	45 \$	– \$	2 273 \$	2 004 \$	46 \$	– \$	2 050 \$
Risque moyen	2 321	109	–	2 430	2 230	102	–	2 332
Risque élevé	118	197	–	315	95	178	–	273
Non notés (1)	197	–	–	197	166	1	–	167
Prêts douteux	–	–	51	51	–	–	44	44
Total	4 864	351	51	5 266	4 495	327	44	4 866
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Faible risque	197 881 \$	1 943 \$	– \$	199 824 \$	182 426 \$	1 270 \$	– \$	183 696 \$
Risque moyen	7 832	240	–	8 072	10 794	239	–	11 033
Risque élevé	727	207	–	934	3 740	166	–	3 906
Non notés (1)	2 730	29	–	2 759	2 584	35	–	2 619
Total	209 170	2 419	–	211 589	199 544	1 710	–	201 254
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	50 609 \$	79 \$	– \$	50 688 \$	46 869 \$	324 \$	– \$	47 193 \$
Qualité inférieure	116 299	11 525	–	127 824	106 027	10 190	–	116 217
Non notés (1)	7 328	363	–	7 691	6 692	411	–	7 103
Prêts douteux	–	–	1 896	1 896	–	–	1 096	1 096
Total	174 236	11 967	1 896	188 099	159 588	10 925	1 096	171 609
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				10 842				8 669
Total				198 941				180 278
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	220 061 \$	– \$	– \$	220 061 \$	222 970 \$	93 \$	– \$	223 063 \$
Qualité inférieure	90 263	8 030	–	98 293	88 828	7 069	–	95 897
Non notés (1)	4 557	–	–	4 557	4 291	–	–	4 291
Total	314 881	8 030	–	322 911	316 089	7 162	–	323 251

- (1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.
(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 025 \$	1 285 \$	186 \$	4 496 \$	2 995 \$	1 402 \$	179 \$	4 576 \$
Prêts de gros	1 301	405	21	1 727	1 246	468	–	1 714
	4 326 \$	1 690 \$	207 \$	6 223 \$	4 241 \$	1 870 \$	179 \$	6 290 \$

(1) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	140 474 \$	48 659 \$	98 796 \$	287 929 \$	135 101 \$	48 873 \$	86 180 \$	270 154 \$
Entreprises et gouvernements	246 937	12 106	304 300	563 343	238 617	8 606	287 148	534 371
Banques	8 403	173	21 363	29 939	8 750	299	23 472	32 521
	395 814 \$	60 938 \$	424 459 \$	881 211 \$	382 468 \$	57 778 \$	396 800 \$	837 046 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	90 308 \$	5 335 \$	– \$	95 643 \$	88 119 \$	5 086 \$	– \$	93 205 \$
États-Unis	32 451	–	–	32 451	34 098	–	–	34 098
Europe (5)	690	–	–	690	564	–	–	564
Autres pays	5 484	6	–	5 490	5 495	5	–	5 500
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	226 187	15 167	330 119	571 473	213 747	15 112	292 641	521 500
États-Unis	3 995	36 502	49 929	90 426	2 478	33 099	67 211	102 788
Europe (5)	31 384	873	32 973	65 230	32 930	1 412	26 598	60 940
Autres pays	5 315	3 055	11 438	19 808	5 037	3 064	10 350	18 451
	395 814 \$	60 938 \$	424 459 \$	881 211 \$	382 468 \$	57 778 \$	396 800 \$	837 046 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2019, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 326 milliards de dollars, 21 milliards, 44 milliards et 31 milliards (309 milliards, 20 milliards, 38 milliards et 32 milliards au 31 octobre 2018, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2019	31 octobre 2018
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	117 873 \$	89 553 \$
De 3 à 6 mois	40 755	59 109
De 6 à 12 mois	92 765	80 773
De 1 à 2 ans	61 462	51 798
De 2 à 3 ans	36 338	45 550
De 3 à 4 ans	21 616	21 127
De 4 à 5 ans	25 735	23 863
Plus de 5 ans	27 915	25 027
	424 459 \$	396 800 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus (1)	387 000 \$	362 000 \$

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Coûts des services rendus au cours de la période	74 \$	90 \$	10 \$	10 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(5)	2	16	16
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	4	(1)
Frais administratifs	4	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	73 \$	96 \$	30 \$	25 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	50	45	–	–
	123 \$	141 \$	30 \$	25 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Coûts des services rendus au cours de la période	222 \$	269 \$	29 \$	29 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(15)	6	49	50
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	10	(2)
Frais administratifs	12	11	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	219 \$	286 \$	88 \$	77 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	161	140	–	–
	380 \$	426 \$	88 \$	77 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	932 \$	(378)\$	63 \$	(40)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(3)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(203)	(209)	–	–
	729 \$	(587)\$	60 \$	(43)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	2 192 \$	(571)\$	180 \$	(62)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(6)	(9)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(921)	(171)	–	–
	1 271 \$	(742)\$	174 \$	(71)\$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 8 Impôt sur le résultat*Avis de cotisation et contrôles fiscaux*

Au troisième trimestre, nous avons reçu des avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2014, lesquelles laissent entendre que la Banque Royale du Canada doit un montant additionnel d'environ 295 millions de dollars en impôt sur le résultat, car la déductibilité de certains dividendes a été refusée. Ce montant représente le montant maximum supplémentaire à payer pour cette année. Ces avis de nouvelle cotisation sont conformes aux propositions et avis de nouvelle cotisation reçus auparavant et décrits à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2018.

Au cours du premier trimestre, nous avons reçu des avis de nouvelle cotisation conformes aux lettres de propositions reçues auparavant de la part de l'ARC relativement aux années d'imposition 2013 et 2012.

Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Actions privilégiées**

Le 2 novembre 2018, nous avons émis 14 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BO à un prix de 25 \$ l'action, soit un produit brut de 350 millions de dollars. Pour la période de cinq ans initiale, jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, le 24 février 2024, les actions privilégiées de série BO donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels au taux annuel de 4,8 %, s'ils sont déclarés. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 2,38 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif de série BP, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus 2,38 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions privilégiées de série BO, en tout ou en partie, au prix par action de 25 \$, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série BO sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 24 novembre 2018, nous avons racheté la totalité des 10 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AD, au prix de 25 \$ l'action.

Le 24 février 2019, nous avons racheté la totalité des 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AK, la totalité des 13,6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AJ, ainsi que la totalité des 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AL, au prix de 25 \$ chacune.

Titres d'emprunt subordonnés

Le 17 juillet 2019, nous avons racheté la totalité des 1 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 3,04 % relatives aux FPUNV en circulation échéant le 17 juillet 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 25 juillet 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,74 % par année jusqu'au 25 juillet 2024, puis, au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,98 % jusqu'à leur échéance, le 25 juillet 2029.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2019		le 31 juillet 2018	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	545	38 \$	440	24 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(1 914)	(24)	(1 283)	(16)
	(1 369)	14 \$	(843)	8 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2019		le 31 juillet 2018	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	1 230	87 \$	1 105	69 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(5 705)	(70)	(12 837)	(157)
	(4 475)	17 \$	(11 732)	(88)\$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 juillet 2019 et 2018, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 197 millions de dollars (prix moyen de 102,82 \$ l'action) et la valeur comptable, 24 millions (valeur comptable de 12,28 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 556 millions de dollars (prix moyen de 97,36 \$ l'action) et la valeur comptable, 70 millions (valeur comptable de 12,26 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2018, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 128 millions de dollars (prix moyen de 99,21 \$ l'action) et la valeur comptable, 16 millions (valeur comptable de 12,23 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 275 millions de dollars (prix moyen de 99,28 \$ l'action) et la valeur comptable, 157 millions (valeur comptable de 12,22 \$ l'action).

Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2018
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	3 263 \$	3 109 \$	9 665 \$	9 181 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(66)	(70)	(205)	(214)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	–	(8)	(6)	(28)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 197	3 031	9 454	8 939
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 434 276	1 440 477	1 435 485	1 445 136
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,23 \$	2,10 \$	6,59 \$	6,19 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 197 \$	3 031 \$	9 454 \$	8 939 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4	11	11
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 201	3 035	9 465	8 950
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 434 276	1 440 477	1 435 485	1 445 136
Options sur actions (1)	2 056	2 547	2 102	2 776
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	743	731	740	745
Actions échangeables (2)	3 055	3 201	3 172	3 166
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 440 130	1 446 956	1 441 499	1 451 823
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,22 \$	2,10 \$	6,57 \$	6,16 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018, une moyenne de 738 258 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, une moyenne de 765 267 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, une moyenne de 630 088 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. En conséquence, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2018, mises à jour ci-dessous.

Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR

En janvier 2019, plusieurs institutions financières, dont la Banque Royale du Canada et RBC Capital Markets LLC, ont été visées par un recours collectif projeté intenté à New York, lequel allègue qu'il y a eu violation des lois antitrust des États-Unis et des principes de droit commun liés à l'enrichissement injustifié dans la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR), après qu'Intercontinental Exchange eut pris la relève de la British Bankers' Association pour la gestion du taux d'intérêt de référence en 2014. Selon les faits connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Litige portant sur les frais d'interchange

Deux des recours collectifs proposés portant sur les frais d'interchange, Watson et 9085-4886 Québec Inc. c. Visa Canada Corporation, et al. ont été modifiés depuis la publication de nos états financiers consolidés annuels audités 2018 :

Le procès de l'affaire Watson a été reporté du 14 octobre 2019 au 19 octobre 2020.

Dans l'affaire 9085-4886 Québec Inc. c. Visa Canada Corporation, et al., en 2018, le tribunal de première instance du Québec a autorisé le recours collectif pour les commerçants du Québec pour la période de 2007 à aujourd'hui, mais a refusé d'autoriser les réclamations en dommages-intérêts en vertu de l'article 45 de la *Loi sur la concurrence* (la « Loi ») après le 12 mars 2010, ou de l'article 49 de la Loi. Les commerçants ont interjeté appel et, le 25 juillet 2019, la Cour d'appel du Québec a permis que l'appel autorise les commerçants à procéder en vertu de l'article 45 de la Loi pour les réclamations postérieures au 12 mars 2010 et pour les réclamations visées par l'article 49 de la Loi.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 221 \$	773 \$	– \$	(16)\$	1 048 \$	22 \$	5 048 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 325	2 256	1 463	577	986	(111)	6 496
Total des revenus	4 546	3 029	1 463	561	2 034	(89)	11 544
Dotation à la provision pour pertes de crédit	341	27	–	1	56	–	425
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 046	–	–	–	1 046
Frais autres que d'intérêt	1 959	2 183	149	411	1 269	21	5 992
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 246	819	268	149	709	(110)	4 081
Charge (économie) d'impôt	582	180	64	31	56	(95)	818
Bénéfice net	1 664 \$	639 \$	204 \$	118 \$	653 \$	(15)\$	3 263 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	159 \$	144 \$	12 \$	36 \$	105 \$	– \$	456 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 001 \$	679 \$	– \$	32 \$	913 \$	(29)\$	4 596 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 283	2 119	1 290	588	1 244	(95)	6 429
Total des revenus	4 284	2 798	1 290	620	2 157	(124)	11 025
Dotation à la provision pour pertes de crédit	339	3	–	1	3	–	346
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	925	–	–	–	925
Frais autres que d'intérêt	1 910	2 059	153	416	1 312	8	5 858
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 035	736	212	203	842	(132)	3 896
Charge (économie) d'impôt	525	158	54	48	144	(142)	787
Bénéfice net	1 510 \$	578 \$	158 \$	155 \$	698 \$	10 \$	3 109 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	147 \$	138 \$	9 \$	30 \$	94 \$	– \$	418 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	9 415 \$	2 248 \$	– \$	(81)\$	3 111 \$	76 \$	14 769 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 882	6 708	4 557	1 860	3 190	(334)	19 863
Total des revenus	13 297	8 956	4 557	1 779	6 301	(258)	34 632
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 061	83	–	1	221	(1)	1 365
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 431	–	–	–	3 431
Frais autres que d'intérêt	5 761	6 551	453	1 217	3 788	50	17 820
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	6 475	2 322	673	561	2 292	(307)	12 016
Charge (économie) d'impôt	1 691	501	149	131	210	(331)	2 351
Bénéfice net	4 784 \$	1 821 \$	524 \$	430 \$	2 082 \$	24 \$	9 665 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	469 \$	443 \$	35 \$	105 \$	300 \$	– \$	1 352 \$

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	8 709 \$	1 923 \$	– \$	278 \$	2 620 \$	(68)\$	13 462 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 843	6 263	3 240	1 689	3 722	(312)	18 445
Total des revenus	12 552	8 186	3 240	1 967	6 342	(380)	31 907
Dotation à la provision pour pertes de crédit	956	(19)	–	1	16	–	954
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 182	–	–	–	2 182
Frais autres que d'intérêt	5 539	6 009	443	1 196	3 716	48	16 951
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	6 057	2 196	615	770	2 610	(428)	11 820
Charge (économie) d'impôt	1 567	484	158	184	499	(253)	2 639
Bénéfice net	4 490 \$	1 712 \$	457 \$	586 \$	2 111 \$	(175)\$	9 181 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	432 \$	401 \$	27 \$	90 \$	271 \$	– \$	1 221 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	473 914 \$	101 068 \$	18 451 \$	149 863 \$	621 229 \$	42 368 \$	1 406 893 \$
Total du passif	473 942 \$	101 276 \$	18 429 \$	149 802 \$	620 925 \$	(39 859)\$	1 324 515 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	453 879 \$	93 063 \$	16 210 \$	136 030 \$	590 950 \$	44 602 \$	1 334 734 \$
Total du passif	453 878 \$	93 162 \$	16 289 \$	135 944 \$	590 582 \$	(35 076)\$	1 254 779 \$

Note 13 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au troisième trimestre de 2019, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 juillet 2019	31 octobre 2018
(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios de fonds propres et de levier)		
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres CET1	60 938 \$	57 001 \$
Fonds propres de première catégorie	66 615	63 279
Total des fonds propres	76 563	72 494
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ^{(1), (2)}		
Aux fins du calcul du ratio CET1	510 664 \$	495 528 \$
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	510 664	495 993
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 664	496 459
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend : ⁽¹⁾		
Risque de crédit	415 977 \$	401 534 \$
Risque de marché	29 425	32 209
Risque opérationnel	65 262	62 716
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 664 \$	496 459 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾		
Ratio CET1	11,9 %	11,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,0 %	12,8 %
Ratio du total des fonds propres	15,0 %	14,6 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 529,4 \$	1 450,8 \$

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit étaient de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement.

Note 14 Cessions importantes*Gestion de patrimoine*

Le 3 juin 2019, nous avons conclu une entente définitive visant la vente de notre secteur Gestion mondiale d'actifs axé sur les titres de créance privés situé au Royaume-Uni à Dyal Capital Partners. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles. Les actifs, passifs et capitaux propres compris dans le groupe destiné à être cédé ne sont pas significatifs.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception de la série C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de la série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels
Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2019

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AE, AF, AG, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	24 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 26 avril 26 juillet 28 octobre	7 février 7 mai 7 août 7 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 1^{er} mars 2019 au 29 février 2020, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à compléter les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2019

Premier trimestre 22 février
Deuxième trimestre 23 mai
Troisième trimestre 21 août
Quatrième trimestre 4 décembre

Assemblée annuelle 2020

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le mercredi 8 avril 2020, à Toronto (Ontario) Canada.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.